

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

[C – 2001/27407]

**21 MAI 2001. — Circulaire. — Marchés publics  
Sélection qualitative des entrepreneurs, des fournisseurs et des prestataires de services**

Aux pouvoirs adjudicateurs wallons soumis à la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Madame, Monsieur le Ministre,  
Mesdames, Messieurs,

La circulaire du 10 février 1998 du Premier Ministre (*Moniteur belge* du 13 février 1998) a rappelé un certain nombre d'aspects importants liés à la sélection qualitative des entrepreneurs, des fournisseurs et des prestataires de services et a formulé des recommandations à l'intention des pouvoirs adjudicateurs.

La présente circulaire ne vise nullement à remplacer celle du 10 février 1998. Toutefois, tenant compte de certaines difficultés encore rencontrées dans la pratique par les pouvoirs adjudicateurs, la Commission wallonne des marchés publics (1) a estimé utile d'apporter certains compléments ou précisions à la circulaire précitée.

Ces compléments se justifient d'autant plus que des modifications ont été apportées à la réglementation par les deux arrêtés royaux du 25 mars 1999 (2) en ce qui concerne la sélection qualitative.

Les principales modifications contenues dans les arrêtés précités sont les suivantes :

a) dans les procédures ouvertes portant sur des marchés de travaux, le pouvoir adjudicateur peut juger suffisantes les conditions minimales de caractère financier, économique et technique exigées en vertu de la législation relative à l'agrégation d'entrepreneurs de travaux;

b) dans les procédures négociées sans publicité préalable, outre les règles relatives aux causes d'exclusion applicables d'office, celles qui concernent la sélection qualitative peuvent être mises en œuvre, sauf lorsqu'il s'agit d'un marché constaté par simple facture acceptée (3) (cependant, le recours aux critères financiers, économiques et techniques est à envisager si le pouvoir adjudicateur décide de formaliser la procédure de sélection).

Les différentes considérations qui vont suivre visent aussi bien les marchés publics des secteurs classiques que ceux des secteurs spéciaux. Etant donné que, pour ces derniers, aucun régime spécifique n'est expressément prévu dans la réglementation en ce qui concerne l'évaluation des conditions minimales de caractère financier, économique et technique requises des entreprises, il est permis de s'inspirer des règles fixées pour les secteurs classiques.

Les questions suivantes sont abordées dans la présente circulaire :

**I. GENERALITES SUR LA SELECTION QUALITATIVE**

1. Objectifs de la sélection qualitative
2. Information
  - 2.1. Documents manquants
  - 2.2. Utilisation de l'information
3. Sous-traitance et associations momentanées
  - 3.1. Sous-traitance
    - 3.1.1. Observations générales
    - 3.1.2. L'impact de la sous-traitance sur la sélection qualitative de l'entreprise candidate ou soumissionnaire
    - 3.1.3. Les exigences de capacité du pouvoir adjudicateur à l'égard des sous-traitants
    - 3.1.4. Vérification de la participation des sous-traitants
  - 3.2. Associations momentanées
    - 3.2.1. Appréciation des causes d'exclusion et des conditions de capacité
    - 3.2.2. Conditions d'association
4. Sélection qualitative infructueuse
5. Questions particulières concernant les procédures restreintes
  - 5.1. La fourchette
  - 5.2. La pondération des critères
  - 5.3. La liste de candidats sélectionnés

**II. LES CAUSES D'EXCLUSION**

**III. CONDITIONS DE CAPACITE FINANCIERE ET ECONOMIQUE**

1. Observations générales
2. Déclarations bancaires
3. Chiffres d'affaires
4. Bilans et comptes annuels
5. Cotisations de sécurité sociale
6. Garantie d'une société mère

#### IV. CONDITIONS DE CAPACITE TECHNIQUE

1. Observations générales
2. Commentaires spécifiques
  - 2.1. Marchés de travaux
    - 2.1.1. Règles communes aux différentes procédures
    - 2.1.2. Procédures ouvertes
    - 2.1.3. Procédures restreintes et négociées avec publicité préalable
  - 2.2. Marchés de fournitures
  - 2.3. Marchés de services

#### V. NOUVELLES ENTREPRISES

##### ANNEXES : DOCUMENTS TYPE

— Annexe 1 :

Déclaration sur l'honneur

— Annexe 2 :

Déclaration bancaire

— Annexe 3 :

Attestation d'engagement de constitution d'un cautionnement

— Annexe 4 :

Certificat de bonne exécution

#### I. GENERALITES SUR LA SELECTION QUALITATIVE

##### 1. Objectifs de la sélection qualitative

L'objectif de la sélection qualitative peut varier suivant différents paramètres, tels que les interlocuteurs (pouvoirs adjudicateurs, entreprises), le type de marché (travaux, fournitures, services), l'importance ou la spécificité de celui-ci.

Néanmoins, deux lignes directrices se dégagent :

— En procédure ouverte, le but est de sélectionner les entrepreneurs, les fournisseurs ou les prestataires de services ayant les capacités financière, économique et technique suffisantes pour exécuter le marché.

Il est donc demandé aux soumissionnaires de satisfaire à des exigences minimales qui sont fixées par le pouvoir adjudicateur. Moyennant le respect de ces conditions, les soumissionnaires sont automatiquement sélectionnés.

La sélection qualitative permet ainsi de s'assurer que l'adjudicataire du marché sera capable de réaliser celui-ci avec un niveau de qualité suffisant pour répondre aux exigences du pouvoir adjudicateur.

— En procédure restreinte, et pour autant qu'un nombre maximum de candidats à retenir ait été fixé dans l'avis de marché, l'objectif est de sélectionner les meilleurs parmi les bons candidats et ce, sur la base de critères judicieusement choisis.

Si par contre il n'y a pas de nombre maximum fixé, l'alternative suivante s'offre au pouvoir adjudicateur : soit il sélectionne toutes les entreprises qui répondent au niveau de compétence fixé, soit il ne reprend que les meilleures entreprises parmi celles qui satisfont aux conditions minimales de capacité qu'il a arrêtées. Quelle que soit la voie suivie, il convient de rappeler que, lors de procédures restreintes, l'agrégation d'entrepreneurs de travaux ne peut suffire à elle seule dans les marchés qui en relèvent à déterminer le niveau de compétence des entreprises candidates.

##### 2. Information

###### 2.1. Documents manquants

En principe, tous les documents exigés par le pouvoir adjudicateur dans l'avis de marché en vertu des articles 17 à 20, 43 à 46 et 69 à 73 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 (4) doivent être joints au dossier de candidature ou à l'offre suivant qu'il s'agit d'une procédure restreinte ou ouverte. Les documents ainsi produits peuvent être complétés ou explicités à la demande du pouvoir adjudicateur, compte tenu des éléments déjà disponibles pour juger la situation personnelle ou apprécier la capacité de l'entreprise concernée.

En cas d'absence de certains documents, il appartient au pouvoir adjudicateur d'évaluer, en fonction du degré effectif de concurrence et de la nature du document manquant, et tout en tenant compte des éléments déjà disponibles, s'il convient d'exclure le candidat ou le soumissionnaire ou s'il est opportun de lui demander de compléter son dossier.

Si la production du document manquant résulte de la seule initiative du candidat ou du soumissionnaire (exemple : déclaration sur l'honneur), le pouvoir adjudicateur doit apprécier l'absence de cette pièce plus sévèrement que si la production dépend d'un tiers (exemple : déclaration bancaire).

L'attention est attirée sur le fait que la décision du pouvoir adjudicateur de permettre au candidat ou au soumissionnaire de déposer un document manquant doit être sous-tendue par une motivation interne pertinente et respecter l'égalité de traitement entre les entreprises concernées.

En toute hypothèse, l'entreprise candidate ou soumissionnaire ne peut légitimement refuser la production de documents ou de renseignements requis par le pouvoir adjudicateur lorsqu'ils se rapportent à des éléments mentionnés explicitement dans l'arrêté royal. Si par contre le pouvoir adjudicateur entend exiger d'autres références probantes et, par conséquent, d'autres documents ou renseignements que ceux visés dans l'arrêté royal, il lui appartient, en cas de refus de production des informations demandées, d'apprécier si celles-ci mettent en cause l'intérêt légitime du candidat ou du soumissionnaire.

###### 2.2. Utilisation de l'information

L'étendue des informations visées tant aux articles 44 et 45 (relatifs aux marchés de fournitures) de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 qu'aux articles 70 et 71 (relatifs aux marchés de services) du même arrêté ne peut aller au-delà de l'objet du marché, le pouvoir adjudicateur devant prendre en considération les intérêts légitimes des fournisseurs ou des prestataires de services en ce qui concerne la protection des secrets techniques ou commerciaux de leur entreprise.

Ce principe de bonne administration peut aussi s'appliquer aux marchés de travaux et ce, même si aucun texte spécifique ne traite de la question.

Les intérêts des candidats ou des soumissionnaires sont en outre protégés par l'article 139 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 (5) tel que tempéré par les articles 47 et 74 du même arrêté (6). Par ailleurs, tout candidat ou soumissionnaire, qui estime que les renseignements demandés risquent de porter atteinte à ses intérêts légitimes, peut le faire savoir dès la prise de connaissance de l'avis de marché au pouvoir adjudicateur, qui, le cas échéant, émettra un avis rectificatif.

### 3. Sous-traitance et associations momentanées

#### 3.1. Sous-traitance

##### 3.1.1. Observations générales

L'intervention d'un sous-traitant dans l'exécution du marché constitue un élément que le pouvoir adjudicateur peut prendre en compte lors de la sélection qualitative, que le marché relève des secteurs classiques ou a fortiori des secteurs spéciaux pour lesquels la réglementation ne définit pas de conditions précises de capacité financière, économique et technique.

Pour les marchés des secteurs classiques, les dispositions de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 qui fixent les références susceptibles de justifier la capacité technique de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire de services mentionnent d'ailleurs toutes soit implicitement soit explicitement le recours à la sous-traitance.

Tel est le cas de l'article 19, 5°, de l'arrêté royal précité, lorsqu'il fait état d'une déclaration mentionnant les techniciens ou les services techniques non intégrés à l'entreprise, dont l'entrepreneur disposera pour l'exécution de l'ouvrage.

Il en est de même à l'article 45, 3°, du même arrêté, qui cite les techniciens ou les services techniques non intégrés à l'entreprise du fournisseur et plus particulièrement ceux qui sont chargés des contrôles de qualité.

L'article 71, 3°, du même arrêté contient une disposition similaire pour les marchés de services. En outre, dans ces marchés, la capacité technique du prestataire de services peut être justifiée par l'indication de la part du marché que ledit prestataire de services a éventuellement l'intention de sous-traiter.

Cette mise au point étant faite, il convient de noter que la sélection qualitative des sous-traitants peut être prise en compte sous deux aspects : d'une part, l'impact de l'intervention des sous-traitants sur la sélection de l'entreprise candidate; d'autre part, les exigences que le pouvoir adjudicateur peut être amené à formuler à l'égard des sous-traitants eux-mêmes.

##### 3.1.2. L'impact de la sous-traitance sur la sélection qualitative de l'entreprise candidate ou soumissionnaire

Selon les circonstances, le recours à la sous-traitance peut constituer un élément qui va influencer positivement ou négativement la sélection du candidat ou du soumissionnaire, tant en procédure ouverte qu'en procédure restreinte ou négociée.

L'influence sera ainsi positive, lorsque l'entreprise candidate ou soumissionnaire pourra se prévaloir de l'intervention d'un sous-traitant hautement qualifié pour l'exécution d'une part déterminée du marché. L'expérience et les connaissances du sous-traitant vont dans ce cas être additionnées à celles de l'entreprise candidate, la sélection qualitative étant alors opérée en fonction de l'ensemble de ces données appréciées dans leur globalité.

L'influence sera par contre négative, lorsque, pour le pouvoir adjudicateur, le marché revêt un caractère « intuitu personae » marqué et que le recours à la sous-traitance est envisagé par l'entreprise candidate ou soumissionnaire. Cette observation vaut en particulier pour les marchés de services.

##### 3.1.3. Les exigences de capacité du pouvoir adjudicateur à l'égard des sous-traitants

Cette problématique découle de l'examen de la question précédente.

Dans la mesure où le recours à la sous-traitance peut être apprécié positivement ou négativement pour déterminer la capacité technique de l'entreprise candidate ou soumissionnaire et où celle-ci entend confier le cas échéant une part importante du marché à tel ou tel sous-traitant, le pouvoir adjudicateur doit avoir la possibilité de formuler des exigences de sélection qualitative à l'égard des sous-traitants éventuels, nonobstant les règles applicables au stade de l'exécution du marché en matière de responsabilité contractuelle de l'adjudicataire.

\* \*  
\*

En ce qui concerne les causes d'exclusion, la vérification de la situation personnelle du sous-traitant dont se prévaut le candidat ou le soumissionnaire se justifie d'autant plus qu'au stade de l'exécution, conformément à l'article 10, § 2, du cahier général des charges, il sera interdit à l'adjudicataire de recourir à un sous-traitant se trouvant dans une situation d'exclusion. Dans une telle hypothèse, l'apport positif éventuel du sous-traitant ne sera pas pris en compte pour la sélection qualitative de l'entreprise candidate ou soumissionnaire.

\* \*  
\*

Quant aux conditions de capacité financière, économique et technique, il est envisageable, en fonction des particularités du marché, que le pouvoir adjudicateur fixe dans l'avis de marché ou dans l'invitation à présenter une offre des exigences similaires à celles qu'il peut requérir en application de l'article 10, § 1<sup>er</sup>, du cahier général des charges en matière d'agrément d'entrepreneurs de travaux.

Pour rappel, selon cette disposition, le pouvoir adjudicateur peut exiger que les sous-traitants de l'adjudicataire satisfassent en proportion de leur participation au marché aux dispositions de la législation organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux.

Quelle que soit la catégorie de marché, le pouvoir adjudicateur peut de même requérir que, en relation directe avec leur participation au marché, les sous-traitants remplissent les conditions prévues en matière de sélection qualitative dans l'avis de marché ou dans l'invitation à présenter une offre.

Conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat (7), encore faut-il qu'une telle exigence soit bien formulée dans les documents du marché sous peine de ne disposer d'aucune base réglementaire ou contractuelle pour faire écarter un sous-traitant.

##### 3.1.4. Vérification de la participation des sous-traitants

Le pouvoir adjudicateur doit vérifier le caractère effectif de l'intervention des sous-traitants dans le cadre du marché, lorsqu'elle joue un rôle déterminant dans la sélection de l'entreprise. Il doit ainsi s'assurer que les sous-traitants annoncés dans le dossier de candidature ou dans l'offre seront bien ceux qui réaliseront une partie déterminée du marché.

En outre, lorsque le candidat ou le soumissionnaire indique qu'il recourra aux services d'un technicien ou d'un spécialiste déterminé à titre de sous-traitant, il est nécessaire que le pouvoir adjudicateur demande que soit jointe au dossier de candidature ou à l'offre une attestation dudit technicien ou spécialiste par laquelle celui-ci s'engage à réaliser effectivement la prestation.

Le pouvoir adjudicateur a encore un autre motif de vérifier la participation effective des sous-traitants au marché.

Au stade de l'établissement de l'offre, l'article 90, § 1<sup>er</sup>, 3°, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 (8) prévoit en effet pour les marchés de travaux l'obligation d'indiquer l'identification des sous-traitants éventuels. Afin de donner une portée réelle à cette exigence, il est vivement conseillé de mentionner aussi dans le cahier spécial des charges l'obligation pour l'adjudicataire de recourir lors de l'exécution du marché aux sous-traitants annoncés dans l'offre. En cas d'impossibilité dûment justifiée de se conformer à cette obligation, l'adjudicataire doit en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur et lui demander l'autorisation de recourir à d'autres sous-traitants.

Un raisonnement similaire doit être tenu pour les marchés de fournitures ou de services.

### 3.2. Associations momentanées

#### 3.2.1. Appréciation des causes d'exclusion et des conditions de capacité

En ce qui concerne la sélection qualitative des associations momentanées, deux possibilités s'offrent a priori aux pouvoirs adjudicateurs : soit ceux-ci apprécient le respect des exigences formulées dans le chef de chacun des membres de l'association momentanée, soit ce respect est jugé par rapport à l'association momentanée en tant que telle. Il convient de distinguer à ce propos les causes d'exclusion, d'une part, et les conditions de capacité financière, économique et technique, d'autre part.

S'agissant d'évaluer la situation personnelle des entreprises candidates, les causes d'exclusion doivent quant à elles être examinées par rapport à chacun des membres composant l'association momentanée.

Par contre, en ce qui concerne les critères de sélection proprement dits, les niveaux de capacité financière, économique et technique doivent être appréciés dans le chef de l'association momentanée prise dans sa globalité, à l'instar de ce qui est prévu dans le régime de l'agrément d'entrepreneurs de travaux.

#### 3.2.2. Conditions d'association

— Au stade du dépôt des candidatures dans le cadre d'une procédure restreinte ou négociée avec publicité préalable, il ne paraît pas possible d'interdire a priori la constitution d'une association momentanée par les candidats sauf circonstance exceptionnelle justifiée par le souci de maintenir un niveau de concurrence suffisant.

— Au stade du dépôt de l'offre, la réglementation n'envisage qu'une seule situation en matière d'association momentanée : l'article 93, § 2, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 dispose ainsi que, dans le cas d'une procédure restreinte, si le cahier spécial des charges le permet, le pouvoir adjudicateur peut accepter une offre introduite par une association momentanée comprenant des personnes non sélectionnées, pour autant qu'au moins un candidat retenu fasse partie de cette association. (9) (10)

— Un problème se pose encore en ce qui concerne les candidats sélectionnés qui décident de se constituer en association momentanée pour déposer une offre, en particulier lorsque le pouvoir adjudicateur a arrêté un nombre maximum de candidats pouvant être sélectionnés. En fixant cette fourchette, le pouvoir adjudicateur a en effet déterminé le niveau de concurrence qu'il souhaitait voir atteint. Dès lors, on peut se demander s'il appartient bien aux candidats de modifier les conditions de concurrence ainsi fixées en s'associant pour déposer une offre.

Pour maintenir un niveau de concurrence suffisant, le pouvoir adjudicateur devra donc le cas échéant insérer une disposition dans son cahier spécial des charges en vue d'interdire une association constituée de candidats sélectionnés.

### 4. Sélection qualitative infructueuse

Il convient de se demander s'il est possible dans certaines hypothèses de recourir à la procédure négociée sans publicité préalable à la suite d'une sélection qualitative demeurée infructueuse.

L'on peut en effet rencontrer les situations suivantes :

— en procédure ouverte : tous les soumissionnaires sont en situation d'exclusion ou aucun d'entre eux ne répond aux conditions minimales de capacité financière, économique et technique;

— en procédure restreinte ou négociée avec publicité préalable : aucune candidature n'a été déposée, tous les candidats sont en situation d'exclusion ou encore aucun d'entre eux ne répond aux conditions minimales de capacité financière, économique et technique.

Dans ces différentes hypothèses, il n'est pas permis d'avoir recours à la procédure négociée sans publicité sur la base de l'article 17, § 2, 1°, d) ou e), ou de l'article 39, § 2, 1°, d), de la loi du 24 mars 1993; en effet, ces dispositions sont de stricte interprétation et n'envisagent pas la situation résultant d'une sélection qualitative qui n'a pu aboutir.

\* \*  
\*

### 5. Questions particulières concernant les procédures restreintes

#### 5.1. La fourchette

La fourchette est la possibilité de fixer le nombre de candidats à sélectionner entre un minimum et un maximum à indiquer dans l'avis de marché.

La mention d'une telle fourchette ne concerne que les procédures restreintes et négociées avec publicité préalable. Elle constitue en tant que telle une simple faculté dans le chef du pouvoir adjudicateur.

\* \*  
\*

Les chiffres de la fourchette peuvent être impératifs ou simplement indicatifs, sans préjudice de la règle prévue aux alinéas 4 des articles 16, 42 et 68 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 (11) qui prescrit un chiffre minimum de cinq candidats à sélectionner, sauf bien entendu en cas d'impossibilité de retenir un nombre suffisant de candidatures appropriées (12) (cf. ce qui est prévu explicitement par les mêmes textes pour la procédure négociée). Le chiffre supérieur de vingt candidats mentionné dans les alinéas 4 précités ne revêt par contre pas un caractère contraignant. Il est cependant raisonnable de ne pas dépasser ce nombre.

Le caractère impératif ou indicatif des chiffres de la fourchette doit être mentionné dans l'avis de marché.

Il faut en outre souligner que, dans les secteurs classiques, pour les marchés de fournitures et de services dont l'estimation atteint les seuils européens de publicité, les modèles d'avis de marché pour les procédures restreintes et les procédures négociées avec publicité préalable imposent à tout le moins la mention du nombre envisagé de candidats à sélectionner. Cette mention peut cependant garder un caractère indicatif.

En toute hypothèse, le pouvoir adjudicateur doit se conformer aux règles de sélection qu'il a indiquées dans l'avis de marché.

Par conséquent, si le chiffre supérieur de la fourchette revêt un caractère impératif, il y aura lieu de fixer dès le départ de la procédure des critères de sélection suffisamment exigeants pour ne pas être amenés à dépasser ledit chiffre.

\* \*  
\*

En procédure restreinte, même en l'absence de mention dans l'avis de marché d'une fourchette ou d'un nombre envisagé de candidats, le pouvoir adjudicateur a toujours la faculté de limiter les entreprises invitées à remettre une offre en affinant la sélection parmi les candidats qui satisfont aux conditions de capacité prévues. Une telle façon de faire ne peut cependant aboutir à fonder la sélection sur des exigences disproportionnées par rapport aux caractéristiques du marché.

Dans un souci de transparence, il est conseillé, dans cette hypothèse, que le pouvoir adjudicateur indique dans l'avis de marché qu'il ne retiendra que les entreprises les plus aptes parmi celles qui remplissent les conditions minimales requises.

\* \*  
\*

Au vu des considérations qui précèdent, il peut être conclu que, compte tenu d'une part des contraintes qu'implique pour le pouvoir adjudicateur la mention dans l'avis de marché d'un nombre maximum de candidats à sélectionner et d'autre part de la faculté dont ledit pouvoir dispose en fait pour limiter ce nombre, il ne paraît pas opportun en règle générale de recourir au mécanisme de la fourchette. Il appartient bien entendu à chaque pouvoir adjudicateur de se déterminer à cet égard en fonction de sa situation spécifique.

#### 5.2. La pondération des critères

La pondération des critères de sélection n'est pas prévue à l'heure actuelle dans la réglementation.

S'il n'est pas interdit pour autant d'y avoir recours, la pondération offrant d'ailleurs l'avantage d'une plus grande transparence a priori de la procédure, force est cependant de constater que cette pondération introduit une plus grande rigidité dans la phase de sélection. A cet égard également, il appartient bien entendu à chaque pouvoir adjudicateur de se déterminer en fonction de sa situation spécifique.

Quoi qu'il en soit, lorsque, pour des raisons qui lui sont propres, le pouvoir adjudicateur a décidé d'appliquer la pondération des critères de sélection, il se contraint d'en faire connaître les modalités dans l'avis de marché.

#### 5.3. La liste de candidats sélectionnés

Lorsqu'une procédure a abouti à l'établissement d'une liste de candidats sélectionnés au sens des articles 14, § 2, 40, § 2 ou 66, § 2 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 (13), il n'est pas permis d'ajouter des candidats à la liste ainsi arrêtée. Cette liste doit en effet être considérée comme fermée, le pouvoir adjudicateur n'ayant pas la possibilité d'en modifier le contenu une fois la sélection opérée.

Par contre, le pouvoir adjudicateur a toujours la faculté de ne pas recourir à la liste ainsi établie et de publier pour un marché déterminé un avis en vue d'une procédure ouverte, restreinte ou négociée, selon le cas.

## II. LES CAUSES D'EXCLUSION

Dans la pratique, on constate que de plus en plus souvent les pouvoirs adjudicateurs demandent aux candidats ou aux soumissionnaires de déclarer sur l'honneur qu'ils ne se trouvent dans aucune des situations visées par les causes d'exclusion reprises aux articles 17, 43 et 69 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 (14).

La déclaration sur l'honneur, déjà envisagée dans la circulaire du Premier Ministre du 10 février 1998 relative à la sélection qualitative des entrepreneurs, des fournisseurs et des prestataires de services, dont il a été question supra (pages 1 et 2), va dans le sens d'une simplification tant dans le chef des candidats ou des soumissionnaires que dans le chef du pouvoir adjudicateur. C'est un document dont l'utilité est établie mais qui exige, de la part du pouvoir adjudicateur, prudence et vigilance.

Il est donc impératif que le pouvoir adjudicateur contrôle systématiquement l'adéquation de la déclaration sur l'honneur du candidat ou du soumissionnaire avant l'attribution du marché à ce dernier.

Le pouvoir adjudicateur doit ainsi vérifier en principe l'exactitude de la déclaration sur l'honneur dans le chef du soumissionnaire classé premier et éventuellement dans le chef du soumissionnaire classé deuxième, en fonction des éléments existants tant au stade du dépôt de la déclaration qu'au moment de l'attribution du marché. Cette vérification peut se fonder sur d'autres documents remis par le soumissionnaire, comme un certificat récent d'agrément, un certificat d'enregistrement ou l'attestation ONSS.

En ce qui concerne les causes d'exclusion, qui sont vérifiées par des documents d'un usage plus courant tels que les attestations ONSS ou les certificats d'agrément, il convient que ces documents accompagnent la déclaration sur l'honneur.

Pour chaque marché, la décision motivée doit faire ressortir qu'un examen de la candidature a effectivement été réalisé par rapport aux causes d'exclusion, l'analyse devant être plus ou moins poussée selon les circonstances et le type de marché considéré notamment en fonction de la connaissance que le pouvoir adjudicateur a de la situation réelle de l'entreprise concernée.

La déclaration sur l'honneur doit émaner de la personne qui est habilitée, en vertu des statuts de la société, à engager celle-ci et par conséquent à signer l'offre.

Un modèle de déclaration sur l'honneur figure en annexe 1 de la présente circulaire.

## III. CONDITIONS DE CAPACITE FINANCIERE ET ECONOMIQUE.

### **1. Observations générales**

Les conditions de capacité financière et économique sont déterminées de manière identique dans l'arrêté royal du 8 janvier 1996 pour les marchés de travaux, de fournitures et de services (15).

Les conditions de capacité financière et économique figurant aux articles 18, 44 et 70 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 forment une liste ouverte. Le pouvoir adjudicateur peut en effet préciser dans l'avis de marché ou dans l'invitation à présenter une offre les autres références probantes qu'il entend obtenir, par exemple l'engagement de constitution du cautionnement dont il est question ci-après. Il peut en outre considérer comme approprié tout autre document présenté par le soumissionnaire ou le candidat pour démontrer sa capacité financière et économique.

Un certain nombre d'observations particulières sont formulées ci-après à propos des critères mentionnés dans l'arrêté royal précité.

## **2. Déclarations bancaires**

La pratique révèle que l'attestation bancaire telle qu'établie actuellement par les organismes financiers n'offre généralement pas les garanties suffisantes pour mettre le pouvoir adjudicateur en mesure d'apprécier correctement la capacité financière et économique des candidats ou des soumissionnaires. Il convient dès lors soit de recourir à l'attestation dont le modèle figure en annexe 2 (16) de la présente circulaire soit de prendre en compte un engagement d'une société de cautionnement ou d'un organisme financier de constituer le cautionnement en cas d'attribution du marché, engagement dont un modèle figure en annexe 3 (17). La sélection s'opère ainsi par le biais de sociétés qui ont pour rôle notamment de jauger la santé financière des entreprises. Compte tenu de la portée d'un tel engagement, il convient de la limiter dans le temps. A cet égard, le délai de trois mois prévu dans le second modèle cité paraît raisonnable.

La possibilité de présenter d'autres références probantes ne doit cependant pas être écartée, lorsque le candidat ou le soumissionnaire manifeste l'intention de constituer le cautionnement selon d'autres modalités prévues à l'article 5 du cahier général des charges.

## **3. Chiffres d'affaires**

Dans certains cas, il peut être intéressant de connaître le chiffre d'affaires réalisé par les candidats ou les soumissionnaires, dans la mesure où le chiffre d'affaires requis est en rapport avec l'importance du marché et peut être mis en corrélation avec d'autres références probantes. Le chiffre d'affaires n'est cependant pas en soi un élément suffisant pour apprécier la santé financière d'une entreprise.

## **4. Bilans et comptes annuels**

Quant aux bilans et aux comptes annuels d'une entreprise, il s'agit de documents publics représentatifs de sa taille et de sa situation financière mais ils requièrent pour leur analyse que le pouvoir adjudicateur dispose de personnel qualifié.

## **5. Cotisations de sécurité sociale**

Le fait pour une entreprise d'être soumise à un plan d'apurement vis-à-vis de l'ONSS peut constituer l'indice d'une situation financière relativement précaire et justifier dès lors une appréciation défavorable de la part du pouvoir adjudicateur quant à la capacité financière de l'entreprise concernée.

Par analogie, pour les personnes physiques soumissionnant notamment dans le cadre de marchés de services, s'il ne constitue pas une cause d'exclusion, l'absence ou le retard de paiement de cotisations sociales dues à titre d'indépendant peut cependant être un motif de non-sélection dans la mesure où il découle d'une telle circonstance que la personne physique concernée n'a pas la capacité financière de respecter ses obligations sociales.

## **6. Garantie d'une société mère**

Quant à la garantie apportée par une société mère à sa filiale pour justifier de la capacité financière et économique de cette dernière, elle doit être prise en considération avec beaucoup de précaution. Dans chaque cas d'espèce, il revient au pouvoir adjudicateur de vérifier la réalité de l'engagement de la société mère ainsi que son étendue et sa durée. A cet égard, une garantie sérieuse serait la constitution d'une association momentanée entre la société mère et sa filiale.

# **IV. CONDITIONS DE CAPACITE TECHNIQUE**

## **1. Observations générales**

La pertinence des conditions de capacité technique est envisagée dans la réglementation en fonction de la nature du marché en cause (travaux, fournitures, services) (18).

Par ailleurs, tant dans les marchés de travaux que dans ceux de fournitures, la liste des références est fermée, alors que l'analyse de l'article 71 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 permet de constater que la liste est ouverte pour les marchés de services. Ce constat ne signifie cependant pas que, dans les marchés de services, le pouvoir adjudicateur peut formuler n'importe quelle exigence : les références doivent avoir trait au savoir-faire, à l'efficacité, à l'expérience et à la fiabilité du candidat ou du soumissionnaire. Le pouvoir adjudicateur peut dès lors réclamer la production de documents en dehors de la liste mais ils doivent être en rapport direct avec les objectifs de la sélection qualitative.

En fonction du degré de concurrence existant au sein du secteur d'activité, le pouvoir adjudicateur appréciera s'il y a lieu d'être plus ou moins sévère eu égard aux exigences à fixer.

Le pouvoir adjudicateur s'efforcera en outre de préciser la nature, le nombre et les montants minima des références à produire, en tenant compte bien entendu des caractéristiques et de l'ampleur du marché.

Il faut encore noter que certaines références permettent de cerner de manière plus large et plus directe la capacité technique des entreprises.

Tel est particulièrement le cas de la liste des prestations exécutées, qui peut être un bon indicateur à la fois du chiffre d'affaires, de l'outillage ainsi que du personnel d'une entreprise donnée.

## **2. Commentaires spécifiques**

### **2.1. Marchés de travaux (articles 19 et suivants de l'arrêté royal du 8 janvier 1996)**

#### **2.1.1. Règles communes aux différentes procédures :**

Pour ne pas alourdir inutilement le travail des entreprises, il convient d'éviter, dans le choix des références, un double emploi entre les exigences découlant de la réglementation relative à l'agrégation d'entrepreneurs de travaux et les conditions de capacité fixées pour un marché déterminé. C'est particulièrement le cas pour les références citées au 1° (titres d'études) et au 4° (effectifs moyens annuels et importance des cadres de l'entreprise) de l'article 19 de l'arrêté royal.

#### **2.1.2. Procédures ouvertes :**

Ainsi qu'il ressort de l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 8 janvier 1996, sans préjudice de l'application des causes d'exclusion, le pouvoir adjudicateur peut juger suffisantes les conditions minimales de caractère financier, économique et technique exigées en vertu de la législation relative à l'agrégation d'entrepreneurs de travaux. Si tel n'est pas le cas, les considérations suivantes peuvent être prises en compte pour le choix des critères à appliquer dans les procédures ouvertes.

#### **— Liste des travaux exécutés**

L'article 19, 2°, de l'arrêté royal vise la liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années accompagnée selon les cas d'un certificat de bonne exécution dont le contenu est décrit audit article. Un modèle de certificat figure en annexe 4 de la présente circulaire.

En considérant que l'article 16, alinéa 1<sup>er</sup> évoque les conditions minimales de capacité financière, économique et technique à remplir, le pouvoir adjudicateur peut se montrer plus exigeant et prévoir une période de référence plus courte que celle mentionnée à l'article 19, 2°, précité.

Le recours aux références en matière de travaux exécutés est recommandé dès lors que le marché atteint le seuil européen de publicité. En-dessous dudit seuil, l'usage de ces références ne se justifie qu'en fonction des particularités du marché : recours à des techniques ou à des matériaux non courants, travaux représentant un pourcentage important mais moins élevé que ceux rangés dans la catégorie ou la sous-catégorie d'agrégation prévue dans le cahier spécial des charges (19).

— Outillage, matériel et équipement technique

L'article 19, 3°, de l'arrêté royal vise une déclaration concernant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont l'entrepreneur disposera pour l'exécution de l'ouvrage.

La réglementation relative à l'agrégation d'entrepreneurs de travaux ne tenant pas compte des éléments précités, une exigence à ce propos peut être formulée lorsque le marché présente des particularités justifiant que la sélection se fonde sur la disponibilité d'un outillage, d'un matériel ou d'un équipement technique déterminé.

— Techniciens ou services techniques

Selon l'article 19, 5°, de l'arrêté royal susvisé, le pouvoir adjudicateur peut réclamer une déclaration concernant les techniciens ou les services techniques dont l'entrepreneur disposera pour l'exécution de l'ouvrage, qu'ils soient ou non intégrés à l'entreprise.

Lorsque les personnes ou les services concernés ne sont pas intégrés à l'entreprise, il s'agit généralement de sous-traitants. A cet égard, il convient de se référer au point I, 3.1, de la présente circulaire.

2.1.3. Procédures restreintes et négociées avec publicité préalable

— Dans ces procédures, l'agrégation d'entrepreneurs de travaux n'est pas suffisante pour procéder à une sélection qualitative efficace. Il convient dès lors de prévoir des conditions supplémentaires pour apprécier la capacité technique des entreprises.

Les éléments suivants peuvent ainsi être pris en compte dans les procédures restreintes et les procédures négociées avec publicité préalable, sans qu'ils constituent pour autant un double emploi par rapport aux exigences requises en matière d'agrégation.

— Liste des travaux exécutés

Dans les procédures restreintes, les références portant sur les travaux exécutés peuvent généralement être exigées, que le marché atteigne ou non le seuil européen de publicité.

L'article 19, 2°, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 vise la liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années.

En considérant que l'article 16, alinéa 2, du même arrêté évoque les conditions minimales à remplir en matière de capacité technique, le pouvoir adjudicateur peut se montrer plus exigeant et prévoir une période de référence plus courte que celle mentionnée à l'article 19, 2°, précité. Une telle restriction ne doit cependant être mise en œuvre que dans la mesure où les caractéristiques du marché le requièrent, par exemple dans des domaines où il doit être fait appel à des techniques de pointe ou à des matériaux non courants ou encore à du matériel nouveau.

— Outillage, matériel et équipement technique

L'article 19, 3°, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 vise une déclaration concernant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont l'entrepreneur disposera pour l'exécution de l'ouvrage.

La réglementation relative à l'agrégation d'entrepreneurs de travaux ne tenant pas compte des éléments précités, une exigence à ce propos peut être formulée lorsque le marché présente des particularités justifiant que la sélection se fonde sur la disponibilité d'un outillage, d'un matériel ou d'un équipement technique déterminé.

— Techniciens ou services techniques

Aux termes de l'article 19, 5°, de l'arrêté royal précité, le pouvoir adjudicateur peut réclamer une déclaration concernant les techniciens ou les services techniques dont l'entrepreneur disposera pour l'exécution de l'ouvrage, qu'ils soient ou non intégrés à l'entreprise.

Lorsque les personnes ou les services concernés ne sont pas intégrés à l'entreprise, il s'agit généralement de sous-traitants. A cet égard, il convient de se référer au point I, 3.1, de la présente circulaire.

2.2. Marchés de fournitures (articles 45 et suivants de l'arrêté royal du 8 janvier 1996)

Dans les marchés de fournitures, trois références paraissent en règle générale plus pertinentes que les autres pour apprécier la capacité technique des fournisseurs : la liste des principales livraisons (article 45, 1°), les techniciens ou les services techniques (article 45, 3°) et les échantillons (article 45, 4°).

— Liste des principales livraisons

Lorsque les références sont demandées en terme de volume de fournitures et sont en relation directe avec l'objet du marché, le pouvoir adjudicateur peut normalement en induire que le candidat ou le soumissionnaire dispose des moyens humains et techniques nécessaires pour exécuter le marché.

Toutefois, lorsque le marché porte sur des fournitures spécialisées, il est opportun de demander en outre à connaître très précisément les différents moyens dont disposera l'entreprise pour exécuter le marché.

L'article 45, 1°, de l'arrêté royal prévoit la possibilité de réclamer la liste des principales livraisons similaires portant sur les trois dernières années à dater du dépôt de la candidature. L'article 42 du même arrêté fait état quant à lui d'une capacité minimale. Le pouvoir adjudicateur peut donc se montrer plus exigeant et fonder son appréciation sur une période de référence plus courte, par exemple, pour des fournitures relevant d'un secteur où l'évolution technique est rapide.

— Techniciens ou services techniques

Aux termes de l'article 45, 3°, de l'arrêté royal précité, le pouvoir adjudicateur peut réclamer une déclaration concernant les techniciens ou les services techniques qu'ils soient ou non intégrés à l'entreprise, et plus particulièrement ceux qui sont chargés des contrôles de qualité.

Même si elle vise plus spécialement les techniciens chargés des contrôles de qualité, la disposition en question peut également s'appliquer aux personnes qui interviennent en qualité de sous-traitant dans la fabrication des produits.

Lorsque les personnes ou les services concernés ne sont pas intégrés à l'entreprise, il s'agit généralement de sous-traitants. A cet égard, il convient de se référer au point I, 3.1, de la présente circulaire.

— Echantillons

Il faut éviter toute confusion entre l'échantillon prévu par l'article 45, 4°, de l'arrêté royal précité et le prototype visé par l'article 90, § 2, du même arrêté : à l'article 45, on vise en effet les produits fabriqués ou livrés lors de marchés antérieurs ou encore des produits de fabrication courante. En tant que telle, la présentation d'un prototype ne peut donc constituer un critère de sélection qualitative.

— Certificats de conformité des produits

En ce qui concerne les certificats mentionnés à l'article 45, 5°, de l'arrêté royal susvisé, il s'agit de documents qui visent notamment les normes EN ISO 9000 mais aussi d'autres certificats tels les labels de fabrication. Le recours aux normes ISO peut également être envisagé dans le cadre de l'article 45, 3° et 6°, de l'arrêté royal à propos des contrôles de qualité accomplis par des techniciens ou des services techniques.

2.2. Marchés de services (articles 71 et suivants de l'arrêté royal du 8 janvier 1996)

Dans les marchés de services, les quatre références mentionnées ci-après paraissent en règle générale plus appropriées que les autres pour apprécier la capacité technique des prestataires de services.

— Titres d'études et professionnels (article 71, 1°)

Ces références sont particulièrement pertinentes, voire indispensables, lors de marchés de services portant sur des prestations intellectuelles.

— Liste des principaux services exécutés (article 71, 2°)

La capacité technique du prestataire de services peut être établie par la liste des principaux services exécutés au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et leurs destinataires publics ou privés.

Notons tout d'abord que, comme on l'a déjà évoqué pour les marchés de travaux et de fournitures, le pouvoir adjudicateur peut être plus sévère et prévoir une période de référence plus courte, dans la mesure où les caractéristiques du marché le justifient.

Par ailleurs, pas plus que pour les autres catégories de marchés, il n'y a lieu a priori de privilégier les références portant sur des services prestés pour des autorités publiques par rapport à celles visant des services accomplis au profit de personnes privées. Toutefois, dans certains cas, compte tenu de la spécificité des prestations demandées, (ex : préparation de cahiers des charges relatifs à des marchés publics,...), il paraît utile de privilégier les références ou l'expérience de services prestés pour des autorités publiques.

— Techniciens ou services techniques (article 71, 3° et 8°)

Suivant l'article 71, 3°, de l'arrêté royal, le pouvoir adjudicateur peut réclamer une déclaration concernant les techniciens ou les services techniques qu'ils soient ou non intégrés à l'entreprise, et plus particulièrement ceux qui sont chargés des contrôles de qualité.

Même si elle vise plus spécialement les techniciens chargés des contrôles de qualité, la disposition en question peut également s'appliquer aux personnes qui interviennent en qualité de sous-traitant pour la prestation des services.

Lorsque les personnes ou les services concernés ne sont pas intégrés à l'entreprise, il s'agit généralement de sous-traitants. A cet égard, il convient de se référer au point I, 3.1, de la présente circulaire.

Dans la plupart des marchés de services portant sur des prestations intellectuelles (souvent à caractère intuitu personae), il est de toute façon préférable de circonscrire de manière précise les conditions du recours à la sous-traitance.

— Mesures prises pour assurer la qualité (article 71, 6°)

Cette disposition fait référence à des systèmes d'assurance qualité basés sur les séries des normes EN ISO 9000, dont il est également fait mention à l'article 73 de l'arrêté royal.

## **V. NOUVELLES ENTREPRISES**

Etant logiquement fondée sur des éléments existant au moment du lancement de la procédure et liés à l'expérience acquise par les entreprises sur une période relativement longue, la sélection qualitative constitue une réelle difficulté pour les jeunes entreprises qui s'ouvrent à la concurrence, comme par exemple dans le secteur des nouvelles technologies, rendant ainsi aléatoire leur accès aux marchés publics.

Lorsque le pouvoir adjudicateur souhaite prendre en compte la candidature de telles entreprises, il lui appartient dès lors de prévoir dans son avis de marché des critères appropriés en tenant compte des indications suivantes.

En ce qui concerne la capacité financière et économique, les dispositions concernées de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 permettent d'exiger d'autres références probantes que les bilans, les comptes annuels ou les chiffres d'affaires mentionnés aux articles 18 (travaux), 44 (fournitures) et 70 (services). Tel est en particulier le cas pour la déclaration bancaire ou l'engagement de constituer le cautionnement dont il a été question ci-avant.

Pour apprécier la capacité technique, il s'indique de choisir dans la liste énumérée aux articles 19 (travaux), 45 (fournitures) et 71 (services) la ou le(s) référence(s) pertinente(s) autre(s) que les prestations exécutées. Tel est en particulier le cas pour les titres d'études et professionnels, pour l'expérience du personnel de cadre et des services techniques ou encore pour l'outillage, le matériel ou l'équipement technique dont disposera l'entreprise pour exécuter le marché.

Namur, le 21 mai 2001.



## ANNEXES : DOCUMENTS TYPE

## Annexe 1

## MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

## I. Identification du pouvoir adjudicateur

## II. Identification du marché

O Le soussigné (nom, prénom) :

Qualité ou profession :

Nationalité :

Domicilié à :

(pays, localité, rue, n°)

ou

O La société :

(raison sociale ou dénomination, forme, nationalité, siège)

représentée par le(s) soussigné(s) :

ou

O Les soussignés :

(pour chacun, mêmes indications que ci-dessus)

en association momentanée pour le présent marché,

déclare(nt) sur l'honneur ne se trouver dans aucune des situations visées par les causes d'exclusion reprises à l'article 17 ou 43 ou 69 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 (\*) et s'engage(nt) à produire à la demande du pouvoir adjudicateur les documents et preuves nécessaires.

Fait à ....., le .....

Signature

Note

(\*) ou les articles 17, 39 ou 60 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 à préciser selon la nature du marché.

## Annexe 2

MODELE DE DECLARATION BANCAIRE
--------------------------------

Concerne

Marché public (identification du marché) .....

Nous confirmons par la présente que ..... (raison sociale et siège social de l'entreprise candidate) est notre client(e) depuis le ..... (date).

Relation financière banque-client

Les relations financières que nous entretenons avec ..... (raison sociale de l'entreprise candidate) nous ont jusqu'à ce jour ..... (date) donné entière satisfaction.

Sur la base des données dont notre banque dispose actuellement, nous n'avons eu à constater aucun élément négatif et ..... (raison sociale de l'entreprise candidate) dispose au stade actuel de la capacité financière lui permettant de mener à bien les prestations pour lesquelles la firme précitée a l'intention de se porter candidate.

..... (raison sociale de l'entreprise candidate) jouit de notre confiance.

Notre banque met actuellement à la disposition de cette société les lignes de crédit suivantes (à ne mentionner qu'avec l'accord écrit préalable du client);

et/ou :

Notre banque est disposée à examiner d'éventuelles demandes de crédit ou une demande de cautionnement en vue de l'exécution du marché par ..... (raison sociale de l'entreprise candidate)

La présente est délivrée sans restriction ni réserve de notre part.

Fait à ....., le .....

Signature

## Annexe 3

## MODELE D'ATTESTATION D'ENGAGEMENT DE CONSTITUTION D'UN CAUTIONNEMENT

La société (raison sociale et siège social de la société de cautionnement)

.....

dûment représentée par ..... s'engage

— dans le cas où l'Entreprise (raison sociale et siège social de l'entreprise candidate) serait désignée adjudicataire  
pour le marché de .....

.....

— à constituer un cautionnement d'un montant correspondant à 5 % du montant du marché en faveur de  
(identité et adresse du pouvoir adjudicateur).....

La présente attestation est valable pour une période de trois mois à dater du .....

.....

mais cessera ses effets si l'Entreprise (raison sociale de l'entreprise candidate) .....

.....

n'est pas désignée adjudicataire du marché.

Fait à ....., le .....

Signature

## Annexe 4

## MODELE DE CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION D'UN MARCHE DE TRAVAUX \*

Nous soussignés .....

(dénomination et adresse du pouvoir adjudicateur ou du maître de l'ouvrage) certifions que la .....

..... (raison sociale et siège social de l'entreprise candidate)

a exécuté à notre entière satisfaction les travaux suivants .....

..... (description de l'ouvrage, période et lieu d'exécution et montant) (20).

Les travaux précités ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Certifié exact et véritable,

Fait à ....., le .....

Signature

(\*) Préciser si les travaux ont été exécutés en association momentanée.

## Notes

- (1) Cette Commission a été instaurée par arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998.
- (2) Soit l'arrêté royal du 25 mars 1999 modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (*Moniteur belge* du 9 avril 1999) et l'arrêté royal du 25 mars 1999 modifiant l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (*Moniteur belge* du 28 avril 1999).
- (3) La sélection qualitative n'est pas applicable aux marchés sur simple facture acceptée, compte tenu de l'absence de formalisation de la procédure de passation de ces marchés.
- (4) Ce problème n'est pas abordé dans l'arrêté royal du 10 janvier 1996.
- (5) Pour les secteurs spéciaux, il s'agit de l'article 123 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996.
- (6) Ce tempérament n'a pas de correspondant dans l'arrêté royal du 10 janvier 1996.
- (7) Voy. arrêt n° 62.545 du 14 octobre 1996, S.A. Etablissements DRUART, « L'Entreprise et le Droit », 1997, pages 84 et suiv.; Administration publique mensuel, 1996, pages 152 et 153.
- (8) Pour les secteurs spéciaux, il s'agit de l'article 78, § 1<sup>er</sup>, 3°, de l'arrêté royal du 10 janvier 1996.
- (9) Pour les secteurs spéciaux, il s'agit de l'article 81, § 2, de l'arrêté royal du 10 janvier 1996.
- (10) Des règles identiques s'appliquent aux procédures négociées avec publicité préalable, conformément à l'article 122, alinéa 3, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 et à l'article 110, alinéa 2, de l'arrêté royal du 10 janvier 1996.
- (11) Ces dispositions n'ont pas comme telles de correspondant dans l'arrêté royal du 10 janvier 1996.
- (12) Une candidature appropriée est une candidature recevable et répondant aux exigences de sélection requises par le pouvoir adjudicateur.
- (13) Pour les secteurs spéciaux, il s'agit des articles 13, § 3, 35, § 3 ou 56, § 3, de l'arrêté royal du 10 janvier 1996.
- (14) Pour les secteurs spéciaux, il s'agit des articles 17, 39 et 60 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996.
- (15) Rappelons que, pour les secteurs spéciaux, aucun régime précis n'est prévu dans la réglementation.
- (16) Il convient de préciser dans l'avis de marché qu'il existe un modèle auquel il y a lieu de se conformer et d'indiquer dans ledit avis les modalités de mise à disposition de ce modèle.
- (17) Il convient de préciser dans l'avis de marché qu'il existe un modèle auquel il y a lieu de se conformer et d'indiquer dans ledit avis les modalités de mise à disposition de ce modèle.
- (18) Rappelons que, pour les secteurs spéciaux, aucun régime précis n'est prévu dans la réglementation.
- (19) Lorsque, conformément à l'article 5, § 7, de l'arrêté royal du 26 septembre 1991 fixant certaines mesures d'application de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux, le marché comprend des travaux classés dans différentes catégories ou sous-catégories.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C – 2001/27407]

**21. MAI 2001 — Rundschreiben — Öffentliche Aufträge  
Qualitative Auswahl der Unternehmer, Lieferanten und Dienstleistungserbringer**

An die öffentlichen wallonischen Auftraggeber, die dem Gesetz vom 24. Dezember 1993 über öffentliche Aufträge und bestimmte Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge unterliegen.

Sehr geehrte Frau Ministerin, sehr geehrter Herr Minister,

Sehr geehrte Damen und Herren,

Mit dem Rundschreiben vom 10. Februar 1998 vom Premierminister (*Belgisches Staatsblatt* vom 13. Februar 1998) wurden bestimmte wichtige Aspekte, die mit der qualitativen Auswahl der Unternehmer, Lieferanten oder Dienstleistungserbringer verbunden sind, in Erinnerung gerufen und Empfehlungen an die öffentlichen Auftraggeber formuliert.

Das vorliegende Rundschreiben ist auf keinen Fall als Ersetzung des Rundschreibens vom 10. Februar 1998 gemeint. In Anbetracht dessen, dass die öffentlichen Auftraggeber in der Praxis noch auf einige Schwierigkeiten stoßen, hat der Wallonische Ausschuss für öffentliche Aufträge (1) jedoch für nützlich erachtet, einige Ergänzungen und Erläuterungen zum vorerwähnten Rundschreiben vorzunehmen.

Diese Ergänzungen sind außerdem um so mehr berechtigt, dass die Regelung durch die zwei Königlichen Erlasse vom 25. März 1999 (2) abgeändert worden ist, was die qualitative Auswahl betrifft.

Die in den vorerwähnten Erlassen enthaltenen Hauptänderungen sind die Folgenden:

a) bei offenen Vergabeverfahren bezüglich Bauaufträgen kann der öffentliche Auftraggeber die aufgrund der Rechtsvorschriften über die Zulassung von Bauunternehmern verlangten finanziellen, wirtschaftlichen und technischen Mindestanforderungen als ausreichend betrachten;

b) bei Verhandlungsverfahren ohne vorherige Bekanntmachung kann man sich neben den vom Amt wegen anzuwendenden Regeln über die Ausschließungsgründe auch auf die Regeln bezüglich der qualitativen Auswahl beziehen, außer wenn es sich um einen Auftrag handelt, der einfach durch eine angenommene Rechnung festgestellt wird (3) (jedoch ist die Anwendung von den finanziellen, wirtschaftlichen und technischen Kriterien in Erwägung zu ziehen, wenn der öffentliche Auftraggeber beschließt, das Auswahlverfahren zu formalisieren).

Die verschiedenen folgenden Erwägungen betreffen die öffentlichen Aufträge sowohl der klassischen als auch der Sonderbereiche. Da für die Sonderbereiche keine spezifischen Vorschriften zur Beurteilung der von den Unternehmen zu erfüllenden finanziellen, wirtschaftlichen und technischen Mindestanforderungen in der Regelung ausdrücklich vorgesehen sind, kann man sich von den für die klassischen Sektoren festgelegten Regeln leiten lassen.

Im vorliegenden Rundschreiben werden die folgenden Angelegenheiten behandelt:

**I. ALLGEMEINES ÜBER DIE QUALITATIVE AUSWAHL**

1. Zweck der qualitativen Auswahl
2. Information
  - 2.1. Fehlende Unterlagen
  - 2.2. Verwendung der Information
3. Weitergabe von Auftragsteilen und Arbeitsgemeinschaften
  - 3.1. Weitergabe von Auftragsteilen
    - 3.1.1. Allgemeine Bemerkungen
    - 3.1.2. Auswirkung der Weitergabe von Auftragsteilen auf die qualitative Auswahl des sich bewerbenden oder submittierenden Unternehmens
    - 3.1.3. Anforderungen des öffentlichen Auftraggebers hinsichtlich der Leistungsfähigkeit der Nachunternehmer
    - 3.1.4. Überprüfung der Beteiligung der Nachunternehmer
  - 3.2. Arbeitsgemeinschaften
    - 3.2.1. Beurteilung der Ausschließungsgründe und der Anforderungen hinsichtlich der Leistungsfähigkeit
    - 3.2.2. Vereinigungsbedingungen
4. Erfolglose qualitative Auswahl
5. Besondere Fragen zu den beschränkten Verfahren
  - 5.1. Marge
  - 5.2. Gewichtung der Kriterien
  - 5.3. Liste der ausgewählten Bewerber

## II. AUSSCHLIESSUNGSGRÜNDE

## III. BEDINGUNGEN HINSICHTLICH DER FINANZIELLEN UND WIRTSCHAFTLICHEN LEISTUNGSFÄHIGKEIT

1. Allgemeine Bemerkungen
2. Bankerklärungen
3. Umsätze
4. Bilanzen und Jahresabschlüsse
5. Sozialversicherungsbeiträge
6. Bürgschaft durch eine Muttergesellschaft

## IV. ANFORDERUNGEN HINSICHTLICH DER TECHNISCHEN LEISTUNGSFÄHIGKEIT

1. Allgemeine Bemerkungen
2. Spezifische Kommentare
  - 2.1. Bauaufträge
    - 2.1.1. Gemeinsame Regeln für die verschiedenen Verfahren
    - 2.1.2. Offene Verfahren
    - 2.1.3. Beschränkte Verfahren und Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung
  - 2.2. Lieferaufträge
  - 2.3. Dienstleistungsaufträge

## V. NEUE UNTERNEHMEN

## ANLAGEN: MUSTERUNTERLAGEN

- Anlage 1:

Ehrenwörtliche Erklärung

- Anlage 2:

Bankerklärung

- Anlage 3:

Bescheinigung der Verpflichtung zur Hinterlegung einer Sicherheitsleistung

- Anlage 4:

Bescheinigung der ordnungsgemäßen Ausführung

**I. ALLGEMEINES ÜBER DIE QUALITATIVE AUSWAHL****1. Zweck der qualitativen Auswahl**

Der Zweck der qualitativen Auswahl kann je nach den verschiedenen Parametern, d.h. je nach den Partnern (öffentliche Auftraggeber, Unternehmen), der Art des Auftrags (Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsauftrag) bzw. der Bedeutung oder Spezifität des Auftrags unterschiedlich sein.

Jedoch gehen zwei Leitlinien hervor:

— In einem offenen Verfahren wird bezweckt, die Unternehmer, Lieferanten oder Dienstleistungserbringer, die über eine ausreichende finanzielle, wirtschaftliche und technische Leistungsfähigkeit zur Ausführung des Auftrags verfügen, auszuwählen. Von den Submittenten wird also verlangt, dass sie den vom öffentlichen Auftraggeber festgelegten Mindestanforderungen genügen. Durch die Erfüllung dieser Anforderungen werden die Submittenten automatisch ausgewählt. So wird durch die qualitative Auswahl sichergestellt, dass der Auftragnehmer in der Lage sein wird, den Auftrag mit einer ausreichenden Qualität, um den Anforderungen des öffentlichen Auftraggebers nachzukommen, auszuführen.

— In einem beschränkten Verfahren wird bezweckt, sofern in der Bekanntmachung die Höchstzahl der zu berücksichtigenden Bewerber angegeben wurde, aufgrund von sinnvollen Kriterien die Besten unter den guten Bewerbern auszuwählen. Wenn im Gegenteil keine Höchstzahl festgelegt wurde, hat der öffentliche Auftraggeber die folgende Alternative: entweder wählt er alle Unternehmer aus, die dem festgelegten Fähigkeitsniveau entsprechen, oder berücksichtigt er nur die besten Unternehmen unter denjenigen, die die festgesetzten Mindestfähigkeitsanforderungen erfüllen. Welchen Weg der öffentliche Auftraggeber auch gewählt hat, so muss darauf hingewiesen werden, dass bei beschränkten Verfahren die Zulassung von Bauunternehmern allein nicht genügt, um das Leistungsniveau der Bewerber bei betreffenden Aufträgen zu bestimmen.

**2. Information****2.1. Fehlende Unterlagen**

Im Prinzip müssen alle aufgrund der Artikel 17 bis 20, 43 bis 46 und 69 bis 73 des königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 (4) vom öffentlichen Auftraggeber in der Bekanntmachung verlangten Unterlagen, je nachdem ob es sich um ein beschränktes oder ein offenes Verfahren handelt, der Bewerbungsakte oder dem Angebot beigelegt werden. Die vorgelegten Unterlagen können auf Antrag des öffentlichen Auftraggebers ergänzt oder erläutert werden, unter Berücksichtigung der zur Beurteilung der persönlichen Lage oder zur Beurteilung der Leistungsfähigkeit des betreffenden Unternehmens schon verfügbaren Elemente.

In Ermangelung bestimmter Unterlagen obliegt es dem öffentlichen Auftraggeber, der Strenge des Wettbewerbs und der Art der fehlenden Unterlage entsprechend und unter Berücksichtigung der schon verfügbaren Elemente zu beurteilen, ob der Bewerber oder der Submittent auszuschließen ist oder ob es Anlass gibt, ihn zur Vervollständigung seiner Akte zu ersuchen.

Wenn die Vorlage der fehlenden Unterlage von der alleinigen Initiative des Bewerbers oder des Submittenten abhängt (zum Beispiel: ehrenwörtliche Erklärung), muss der öffentliche Auftraggeber das Fehlen dieser Unterlage strenger beurteilen, als wenn die Vorlage von einem Dritten abhängt (zum Beispiel: Bankerklärung).

Es sei darauf hingewiesen, dass der Beschluss des öffentlichen Auftraggebers, dem Bewerber bzw. Submittenten zu erlauben, eine fehlende Unterlage zu übermitteln, einer relevanten internen Begründung unterliegen und die Gleichbehandlung der betreffenden Unternehmen beachten muss.

Auf jeden Fall hat der Bewerber oder der Submittent keine Berechtigung dazu, die Vorlage von durch den öffentlichen Auftraggeber verlangten Unterlagen oder Informationen zu verweigern, wenn diese sich auf Elemente beziehen, die im Königlichen Erlass ausdrücklich erwähnt sind. Wenn der öffentliche Auftraggeber im Gegenteil andere beweiskräftige Nachweise als diejenigen, die im Königlichen Erlass erwähnt sind, verlangen will, so obliegt es ihm, bei Ablehnung der Vorlage der beizubringenden Information, zu beurteilen, ob diese das berechnete Interesse des Bewerbers bzw. Submittenten in Frage stellt.

## 2.2. Verwendung der Information

Die sowohl in den Artikeln 44 und 45 (bezüglich der Lieferaufträge) des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 als auch in den Artikeln 70 und 71 (bezüglich der Dienstleistungsaufträge) desselben Erlasses erwähnten Informationen dürfen nur insoweit gefordert werden, wie es durch den Gegenstand des Auftrags gerechtfertigt ist; dabei muss der öffentliche Auftraggeber die berechtigten Interessen der Lieferanten bzw. Dienstleistungserbringer hinsichtlich des Schutzes ihrer technischen oder kommerziellen Betriebsgeheimnisse berücksichtigen.

Dieser Grundsatz einer gesunden Verwaltung kann ebenfalls auf die Bauaufträge Anwendung finden, auch wenn diese Frage in keinem spezifischen Text behandelt wird. Außerdem sind die Interessen der Bewerber oder Submittenten durch Artikel 139 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 (5), so wie er durch die Artikel 47 und 74 (6) desselben Erlasses eingeschränkt ist, geschützt. Übrigens kann jeder Bewerber bzw. Submittent, der der Ansicht ist, dass die geforderten Auskünfte seine berechtigten Interessen gefährden können, dies dem öffentlichen Auftraggeber mitteilen, sobald er Kenntnis von der Bekanntmachung genommen hat; ggf. wird der öffentliche Auftraggeber eine Berichtigungsbekanntmachung ausstellen.

## 3. Weitergabe von Auftragsteilen und Arbeitsgemeinschaften

### 3.1. Weitergabe von Auftragsteilen

#### 3.1.1. Allgemeine Bemerkungen

Die Heranziehung eines Nachunternehmers bei der Ausführung eines Auftrags ist ein Faktor, den der öffentliche Auftraggeber bei der qualitativen Auswahl berücksichtigen kann. Dies gilt für Aufträge in den klassischen Bereichen und umso mehr für Aufträge in den Sonderbereichen, für welche die Regelung keine genauen Bedingungen hinsichtlich der finanziellen, wirtschaftlichen oder technischen Leistungsfähigkeit bestimmt.

Für die Aufträge in den klassischen Bereichen wird übrigens in allen Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 zur Festlegung der Nachweise für die technische Leistungsfähigkeit des Unternehmers, Lieferanten oder Dienstleistungserbringers stillschweigend oder ausdrücklich die Möglichkeit der Weitervergabe von Auftragsteilen erwähnt.

So wird in Artikel 19, 5°, des vorgenannten Königlichen Erlasses die Angabe der dem Unternehmen nicht angeschlossenen Techniker bzw. technischen Stellen erwähnt, über die der Unternehmer bei der Ausführung des Bauvorhabens verfügen wird.

Ebenso werden in Artikel 45, 3°, desselben Erlasses die Techniker oder technischen Stellen erwähnt, die dem Unternehmen nicht angeschlossen sind, und insbesondere diejenigen, die mit der Qualitätskontrolle beauftragt sind.

Artikel 71, 3°, desselben Erlasses enthält eine ähnliche Bestimmung für die Dienstleistungsaufträge. Außerdem kann in solchen Aufträgen die technische Leistungsfähigkeit des Dienstleistungserbringers nachgewiesen werden durch die Meldung des Auftragsteils, den dieser Dienstleistungserbringer ggf. an Nachunternehmer weiterzugeben beabsichtigt.

Nach dieser Klarstellung muss weiter darauf hingewiesen werden, dass die qualitative Auswahl der Nachunternehmer unter zwei Aspekten in Betracht gezogen werden kann: einerseits was die Auswirkung der Heranziehung von Nachunternehmern auf die Auswahl des sich bewerbenden Unternehmens angeht; andererseits was die Anforderungen angeht, die der öffentliche Auftraggeber den Nachunternehmern selbst auferlegen könnte.

#### 3.1.2. Auswirkung der Weitergabe von Auftragsteilen auf die qualitative Auswahl des sich bewerbenden oder submittierenden Unternehmens

Je nach den Umständen kann die Weitergabe von Auftragsteilen ein Faktor sein, der die Auswahl des Bewerbers bzw. Submittenten entweder positiv oder negativ beeinflussen wird, sei es in einem offenen, beschränkten oder Verhandlungsverfahren.

So wird der Einfluss positiv, wenn das sich bewerbende oder submittierende Unternehmen die Heranziehung eines hoch qualifizierten Nachunternehmers für die Ausführung eines bestimmten Auftragsteils geltend machen kann. In diesem Fall ergänzen die Erfahrung und die Fachkenntnisse des Nachunternehmers diejenigen des sich bewerbenden Unternehmens und so werden bei der qualitativen Auswahl diese sämtlichen Gegebenheiten global bewertet.

Dagegen ist der Einfluss negativ, wenn der öffentliche Auftraggeber der Ansicht ist, dass der Auftrag deutlich personenbezogen ist, und das sich bewerbende oder submittierende Unternehmen die Weitervergabe von Aufträgen beabsichtigt. Diese Bemerkung gilt insbesondere für die Dienstleistungsaufträge.

#### 3.1.3. Anforderungen des öffentlichen Auftraggebers hinsichtlich der Leistungsfähigkeit der Nachunternehmer

Diese Problematik ergibt sich aus dem vorigen Punkt.



Soweit die Weitergabe von Auftragsteilen zur Bestimmung der Leistungsfähigkeit des sich bewerbenden oder submittierenden Unternehmens als positiv oder negativ bewertet werden kann, und insofern dieses Unternehmen einen großen Teil des Auftrags diesem oder jenem Nachunternehmer anvertrauen will, muss der öffentliche Auftraggeber die Möglichkeit haben, Anforderungen im Hinblick auf die qualitative Auswahl der eventuellen Nachunternehmer zu formulieren, ungeachtet der Regeln bezüglich der Vertragshaftung des Auftragnehmers, die bei der Ausführung des Auftrags anzuwenden sind.

\* \*  
\*

Was die Ausschließungsgründe betrifft, so ist die Überprüfung der persönlichen Lage des Nachunternehmers, dessen Heranziehung der Bewerber oder Submittent geltend macht, um so mehr berechtigt, dass es dem Auftragnehmer gemäß Artikel 10, § 2, des allgemeinen Lastenheftes im Stadium der Ausführung verboten ist, einen durch eine Ausschließung betroffenen Nachunternehmer heranzuziehen. In einem solchen Fall wird ein eventueller vom Nachunternehmer gebrachter Pluspunkt für die qualitative Auswahl des sich bewerbenden oder submittierenden Unternehmens nicht berücksichtigt.

\* \*  
\*

Was die Anforderungen in Bezug auf die wirtschaftliche, finanzielle und technische Leistungsfähigkeit anbelangt, so ist es denkbar, dass der öffentliche Auftraggeber je nach den Auftragseigenschaften in der Auftragsbekanntmachung oder in der Aufforderung zur Angebotsabgabe ähnliche Anforderungen festlegt, wird diejenigen, die er in Anwendung von Artikel 10, § 1, des allgemeinen Lastenheftes in Sachen Zulassung der Bauunternehmer stellen kann.

Zur Erinnerung: nach dieser Bestimmung kann der öffentliche Auftraggeber fordern, dass die Nachunternehmer des Auftragnehmers die Rechtsvorschriften über die Zulassung von Bauunternehmern im Verhältnis zu ihrer Beteiligung am Auftrag erfüllen.

Ungeachtet der Auftragskategorie kann der öffentliche Auftraggeber ebenfalls verlangen, dass die Nachunternehmer in direkter Beziehung mit ihrer Beteiligung am Auftrag die in der Auftragsbekanntmachung oder in der Aufforderung zur Angebotsabgabe vorgesehenen Anforderungen in Bezug auf die qualitative Auswahl erfüllen.

Gemäß der Rechtsprechung des Staatsrates (7) muss jedoch eine solche Anforderung in den Auftragsunterlagen ausdrücklich erwähnt sein, sonst fehlt die vertragliche bzw. vorschriftsmäßige Grundlage, um einen Nachunternehmer ausschließen zu lassen.

#### 3.1.4. Überprüfung der Beteiligung der Nachunternehmer

Der öffentliche Auftraggeber muss überprüfen, ob die Nachunternehmer im Rahmen des Auftrags wirklich herangezogen werden, wenn diese Beteiligung eine ausschlaggebende Rolle bei der Auswahl des Unternehmens spielt. So muss sichergestellt werden, dass die in der Bewerbungsakte oder im Angebot genannten Nachunternehmer tatsächlich diejenigen sind, die einen bestimmten Teil des Auftrags ausführen werden.

Wenn der Bewerber oder der Submittent ankündigt, dass er die Dienste eines bestimmten Technikers oder Sachverständigen als Nachunternehmer in Anspruch nehmen wird, muss der öffentliche Auftraggeber außerdem verlangen, dass der Bewerbungsakte oder dem Angebot eine Bescheinigung des Technikers bzw. Sachverständigen beigefügt wird, durch die dieser sich zur tatsächlichen Erbringung der Leistung verpflichtet.

Der öffentliche Auftraggeber hat noch einen weiteren Grund zur Überprüfung der tatsächlichen Beteiligung der Nachunternehmer an der Ausführung des Auftrags. Im Stadium der Erstellung des Angebots wird nämlich in Artikel 90, § 1, 3°, des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 (8) vorgesehen, dass für Bauaufträge die eventuellen Nachunternehmer anzugeben sind. Damit dieser Anforderung eine echte Kraft verlieht wird, wird dringend empfohlen, auch im Sonderlastenheft zu erwähnen, dass der Auftraggeber bei der Ausführung des Auftrags verpflichtet ist, die in dem Angebot genannten Nachunternehmer tatsächlich heranzuziehen. Bei ordnungsgemäß gerechtfertigter Unmöglichkeit, dieser Pflicht nachzukommen, muss der Auftragnehmer sofort den öffentlichen Auftraggeber davon informieren und die Erlaubnis beantragen, sich an andere Nachunternehmer zu wenden.

Für Liefer- und Dienstleistungsaufträge sind ähnliche Überlegungen anzustellen.

#### 3.2. Arbeitsgemeinschaften

##### 3.2.1. Beurteilung der Ausschließungsgründe und der Anforderungen hinsichtlich der Leistungsfähigkeit

Was die qualitative Auswahl der Arbeitsgemeinschaften betrifft, stehen den öffentlichen Auftraggebern grundsätzlich zwei Möglichkeiten offen: entweder beurteilen sie die Einhaltung der Anforderungen durch jedes Mitglied der Arbeitsgemeinschaft, oder wird diese Einhaltung für die Arbeitsgemeinschaft als solche beurteilt. Diesbezüglich sind die Ausschließungsgründe von den Anforderungen hinsichtlich der finanziellen, wirtschaftlichen und technischen Leistungsfähigkeit zu unterscheiden.

Zur Beurteilung der persönlichen Lage der sich bewerbenden Unternehmen müssen die Ausschließungsgründe für jedes Mitglied der Arbeitsgemeinschaft überprüft werden.

Was die eigentlichen Auswahlkriterien betrifft, so muss im Gegenteil nach dem Vorbild der Regelung bezüglich der Zulassung der Bauunternehmer die finanzielle, wirtschaftliche und technische Leistungsfähigkeit der Arbeitsgemeinschaft in ihrer Ganzheit beurteilt werden.

##### 3.2.2. Vereinigungsbedingungen

— Im Stadium der Einreichung der Bewerbungen im Rahmen eines beschränkten Verfahrens oder eines Verhandlungsverfahrens mit Bekanntmachung scheint es nicht möglich zu sein, die Bildung einer Arbeitsgemeinschaft durch die Bewerber grundsätzlich zu verbieten, außer unter außergewöhnlichen Umständen, die sich aus der Sorge um ein ausreichendes Wettbewerbsniveau ergeben.

— Im Stadium der Angebotsabgabe wird in der Regelung nur ein einziger Fall in Sachen Arbeitsgemeinschaft vorgesehen: laut Artikel 93, § 2, des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 darf nämlich der öffentliche Auftraggeber bei beschränkten Verfahren, soweit das Sonderlastenheft es zulässt, ein Angebot einer Arbeitsgemeinschaft, der nicht berücksichtigte Personen angehören, annehmen, sofern mindestens ein ausgewählter Bewerber dieser Gemeinschaft angehört. (9) (10)

— Ein weiteres Problem stellt sich, wenn sich ausgewählte Bewerber für die Angebotsabgabe zu einer Arbeitsgemeinschaft zusammenschließen, insbesondere wenn der öffentliche Auftraggeber eine Höchstzahl auszuwählender Bewerber bestimmt hat. Mit der Festlegung dieser Marge hat der öffentliche Auftraggeber nämlich bestimmt, welches Wettbewerbsniveau zu erreichen ist. Demzufolge kann man sich fragen, ob die Bewerber berechtigt sind, die festgelegten Wettbewerbsbedingungen abzuändern, indem sie sich für die Angebotsabgabe zusammenschließen. Zur Gewährleistung eines ausreichenden Wettbewerbsniveaus muss also der öffentliche Auftraggeber ggf. eine Bestimmung in sein Sonderlastenheft einfügen, um eine Arbeitsgemeinschaft, die sich aus ausgewählten Bewerbern zusammensetzt, zu verbieten.

#### 4. Erfolgreiche qualitative Auswahl

Man kann sich fragen, ob es in bestimmten Fällen möglich ist, ein Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung vorzunehmen, wenn eine qualitative Auswahl erfolglos geblieben ist.

Die folgenden Situationen können nämlich auftreten:

- bei einem offenen Verfahren: alle Submittenten befinden sich in einer Ausschließungslage oder keiner von ihnen genügt den Mindestanforderungen hinsichtlich der finanziellen, wirtschaftlichen und technischen Leistungsfähigkeit;
- bei einem beschränkten oder einem Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung: keine Bewerbung wurde eingereicht, alle Bewerber befinden sich in einer Ausschließungslage oder keiner von ihnen genügt den Mindestanforderungen hinsichtlich der finanziellen, wirtschaftlichen und technischen Leistungsfähigkeit.

In solchen Fällen ist ein Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung aufgrund von Artikel 17, § 2, 1°, d, oder e, bzw. von Artikel 39, § 2, 1°, d, des Gesetzes vom 24. März 1993 nicht erlaubt; diese Bestimmungen sind nämlich im engeren Sinne auszulegen und ziehen die Situation einer erfolglosen qualitativen Auswahl nicht in Betracht.

\* \*  
\*

#### 5. Besondere Fragen zu den beschränkten Verfahren

##### 5.1. Marge

Die Marge ist die Möglichkeit, die Anzahl der auszuwählenden Bewerber festzulegen durch die Angabe einer Höchst- und Mindestzahl in der Auftragsbekanntmachung.

Die Angabe einer solchen Marge betrifft nur die beschränkten Verfahren und die Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung. Sie ist eine einfache Möglichkeit für den öffentlichen Auftraggeber.

\* \*  
\*

Die Zahlen der Marge können verbindlich sein oder nur als Hinweis dienen, unbeschadet der in den Absätzen 4 der Artikel 16, 42 und 68 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 (11) vorgesehenen Regel, nach der eine Mindestanzahl von fünf auszuwählenden Bewerbern vorgeschrieben ist, außer natürlich bei Unmöglichkeit, eine ausreichende Anzahl geeigneter Bewerbungen zu berücksichtigen (12) (cf. was in diesen Texten für Verhandlungsverfahren ausdrücklich vorgesehen ist). Die Höchstzahl von zwanzig Bewerbern, die in den vorerwähnten Absätzen 4 genannt wird, hat dagegen keinen zwingenden Charakter. Vernünftig ist es aber, diese Anzahl nicht zu überschreiten.

In der Auftragsbekanntmachung muss angegeben werden, ob die Zahlen der Marge verbindlich sind oder nur als Hinweis dienen.

Außerdem muss betont werden, dass in den klassischen Bereichen für Liefer- und Dienstleistungsaufträge, deren Veranschlagung die Schwellenwerte für die europäische Bekanntmachung erreicht, die Muster der Auftragsbekanntmachung für beschränkte Verfahren und Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung mindestens vorschreiben, dass die gewünschte Anzahl der auszuwählenden Bewerber angegeben wird. Diese Angabe kann jedoch nur als Hinweis dienen.

Auf jeden Fall muss sich der öffentliche Auftraggeber an die Auswahlregeln, die er in der Auftragsbekanntmachung angegeben hat, halten.

Wenn die Höchstzahl der Marge verbindlich ist, so gilt es, am Anfang des Verfahrens Auswahlkriterien zu bestimmen, die anspruchsvoll genug sind, um eine Überschreitung dieser Zahl zu vermeiden.

\* \*  
\*

In einem beschränkten Verfahren hat der öffentliche Auftraggeber, auch ohne Angabe einer Marge oder einer gewünschten Anzahl von Bewerbern in der Auftragsbekanntmachung, immer die Möglichkeit, die Anzahl der Unternehmen, die er zur Angebotsabgabe aufzufordern beabsichtigt, durch eine Verfeinerung der Auswahl zwischen den Bewerbern, die den vorgesehenen Fähigkeitsbedingungen genügen, zu beschränken. Eine solche Methode darf jedoch nicht dazu führen, dass die Auswahl auf Anforderungen beruht, die im Missverhältnis zu den Eigenschaften des Auftrags stehen.

Zur größtmöglichen Transparenz wird in diesem Fall dem öffentlichen Auftraggeber empfohlen, in der Auftragsbekanntmachung anzukündigen, dass er unter den Unternehmen, die die verlangten Mindestanforderungen erfüllen, nur diejenigen berücksichtigt, die am geeignetsten angesehen werden.

\* \*  
\*

Demzufolge und angesichts dessen, dass die Angabe in der Auftragsbekanntmachung einer Höchstzahl auszuwählender Bewerber für den Auftraggeber lästige Konsequenzen haben kann, einerseits, und dass er eigentlich über die Möglichkeit verfügt, diese Zahl zu verringern, andererseits, scheint es im Allgemeinen nicht zweckmäßig zu sein, das System der Marge anzuwenden. Jedem öffentlichen Auftraggeber steht es natürlich zu, unter Berücksichtigung seiner spezifischen Situation darüber zu entscheiden.

##### 5.2. Gewichtung der Kriterien

In der Regelung ist die Gewichtung der Auswahlkriterien bisher nicht vorgesehen worden.

Obwohl sie nicht verboten ist und grundsätzlich den Vorteil bietet, eine größere Transparenz im Verfahren zu gewährleisten, wird jedoch ersichtlich, dass diese Gewichtung in dem Stadium der Auswahl eine größere Starrheit mitbringt. Hier steht es jedem öffentlichen Auftraggeber natürlich auch zu, unter Berücksichtigung seiner spezifischen Situation darüber zu entscheiden.

Wie dem auch sei, wenn der öffentliche Auftraggeber sich aus Gründen, die ihm eigen sind, für eine Gewichtung der Auswahlkriterien entschlossen hat, verpflichtet er sich auf jeden Fall, die Modalitäten dafür in der Auftragsbekanntmachung anzugeben.

### 5.3. Liste der ausgewählten Bewerber

Wenn ein Verfahren zur Erstellung einer Liste von ausgewählten Bewerbern im Sinne von Artikel 14, § 2, 40, § 2, oder 66, § 2, des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 (13) führt, ist es nicht erlaubt, der so festgelegten Liste Bewerber hinzuzufügen. Diese Liste gilt nämlich als geschlossen und keine Abänderung des Inhalts durch den öffentlichen Auftraggeber ist möglich, wenn die Auswahl einmal getroffen worden ist.

Dagegen hat der öffentliche Auftraggeber immer die Möglichkeit, die so festgelegte Liste nicht zu benutzen und je nach Fall eine Bekanntmachung für ein offenes, beschränktes oder Verhandlungsverfahren für einen bestimmten Auftrag zu veröffentlichen.

## II. AUSSCHLIESSUNGSGRÜNDE

In der Praxis wird immer öfter festgestellt, dass die öffentlichen Auftraggeber von den Bewerbern oder Submittenten eine ehrenwörtliche Erklärung verlangen, zur Bescheinigung, dass sie sich in keiner der Lagen befinden, die im Sinne von Artikel 17, 43 und 69 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 (14) als Ausschließungsgründe gelten.

Die in dem auf den Seiten 1 und 2 vorgenannten Rundschreiben des Premierministers vom 10. Februar 1998 über die qualitative Auswahl der Unternehmer, Lieferanten und Dienstleistungserbringer schon erwähnte ehrenwörtliche Erklärung ist als Vereinfachung sowohl für Bewerber oder Submittenten als auch für den öffentlichen Auftraggeber gemeint. Die Nützlichkeit dieses Dokuments hat sich bewährt, jedoch muss der öffentliche Auftraggeber damit vorsichtig und wachsam umgehen.

Deshalb ist es unabdingbar, dass der öffentliche Auftraggeber die Richtigkeit der ehrenwörtlichen Erklärung des Bewerbers oder Submittenten systematisch überprüft, bevor diesem der Auftrag vergeben wird.

So muss der öffentliche Auftraggeber im Prinzip die Richtigkeit der ehrenwörtlichen Erklärung des als erster eingestuften Submittenten und ggf. des als zweiter eingestuften Submittenten überprüfen, wobei er die sowohl zum Zeitpunkt der Erklärung als auch zum Zeitpunkt der Vergabe des Auftrags vorhandenen Gegebenheiten berücksichtigen muss. Diese Überprüfung kann auf anderen Unterlagen, die vom Submittenten abgegeben wurden, beruhen, wie beispielsweise auf einer rezenten Zulassungsbescheinigung, einer Registrierungsbescheinigung oder der Bescheinigung des Landesamtes für soziale Sicherheit.

Da die Ausschließungsgründe aufgrund von üblicheren Unterlagen überprüft werden, wie beispielsweise aufgrund von Bescheinigungen des Landesamtes für soziale Sicherheit oder von Zulassungsbescheinigungen, müssen solche Unterlagen der ehrenwörtlichen Erklärung beigefügt werden.

Bei jedem Auftrag muss aus dem begründeten Beschluss hervorgehen, dass die Bewerbung in puncto der Ausschließungsgründe überprüft worden ist; dabei ist eine Untersuchung zu führen, deren Gründlichkeit von den Umständen und der Art des betreffenden Auftrags, insbesondere unter Berücksichtigung der Kenntnis, die der öffentliche Auftraggeber von der wirklichen Lage des betreffenden Unternehmens hat, abhängt.

Die ehrenwörtliche Erklärung muss von der Person gemacht werden, die aufgrund der Satzungen der Gesellschaft berechtigt ist, diese zu verpflichten und daher das Angebot zu unterzeichnen.

Ein Muster für die ehrenwörtliche Erklärung ist in der Anlage I des vorliegenden Rundschreibens zu finden.

## III. BEDINGUNGEN HINSICHTLICH DER FINANZIELLEN UND WIRTSCHAFTLICHEN LEISTUNGSFÄHIGKEIT

### 1. Allgemeine Bemerkungen

Die Anforderungen in Bezug auf die finanzielle, wirtschaftliche und technische Leistungsfähigkeit werden im Königlichen Erlass vom 8. Januar 1996 für die Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge gleich behandelt. (15)

Die Anforderungen in Bezug auf die finanzielle, wirtschaftliche und technische Leistungsfähigkeit, die in Artikel 18, 44 und 70 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 angeführt sind, bilden eine offene Liste. In der Auftragsbekanntmachung oder in der Aufforderung zur Angebotsabgabe kann nämlich der öffentliche Auftraggeber mitteilen, welche weiteren beweiskräftigen Nachweise er erhalten möchte, wie zum Beispiel die nachstehend erwähnte Verpflichtung zur Hinterlegung einer Sicherheitsleistung. Außerdem kann der öffentliche Auftraggeber jede sonstige Unterlage, die der Submittent oder der Bewerber zum Nachweis seiner finanziellen und wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit vorlegt, als geeignet betrachten.

Nachstehend werden einige Bemerkungen bezüglich der in dem vorerwähnten Königlichen Erlass aufgeführten Kriterien formuliert.

### 2. Bankerklärungen

In der Praxis wird ersichtlich, dass die Bankerklärung, so wie sie zur Zeit durch die Bankeinrichtungen erstellt wird, meistens keine ausreichende Garantie bietet, damit der öffentliche Auftraggeber imstande ist, die finanzielle und wirtschaftliche Leistungsfähigkeit der Bewerber oder Submittenten zu beurteilen. Demzufolge gibt es Anlass, bei Vergabe eines Auftrags entweder die Bescheinigung, deren Muster in der Anlage 2 (16) des vorliegenden Rundschreibens zu finden ist, anzuwenden, oder die Verpflichtung einer Sicherheitsleistungskasse oder einer Finanzeinrichtung zur Gewährung einer Sicherheitsleistung zu berücksichtigen. In der Anlage 3 (17) ist ein Muster für eine solche Verpflichtung zu finden. So erfolgt die Auswahl durch Vermittlung von Firmen, deren Rolle unter anderem ist, die finanzielle Gesundheit der Unternehmen abzumessen. Angesichts der Tragweite einer solchen Verpflichtung, muss diese Bescheinigung zeitlich begrenzt sein. Die in dem zweiten Muster vorgesehene Frist von drei Monaten scheint in dieser Hinsicht vernünftig zu sein.

### 3. Umsätze

In bestimmten Fällen kann es interessant sein, den Umsatz der Bewerber oder Submittenten zu kennen, insofern der erforderliche Umsatz im Verhältnis zu der Größe des Auftrags steht und mit anderen beweiskräftigen Nachweisen in Verbindung gebracht werden kann. Der Umsatz als solcher ist jedoch kein ausreichender Faktor zur Beurteilung der finanziellen Gesundheit eines Unternehmens.

### 4. Bilanzen und Jahresabschlüsse

Die Bilanzen und Jahresabschlüsse sind öffentliche Unterlagen, die für die Größe und die finanzielle Gesundheit eines Unternehmens repräsentativ sind, für deren Untersuchung der öffentliche Auftraggeber aber über qualifiziertes Personal verfügen muss.

### 5. Sozialversicherungsbeiträge

Wenn ein Unternehmen einem Bereinigungsplan dem Landesamt für soziale Sicherheit gegenüber unterworfen ist, kann es ein Zeichen einer relativ prekären finanziellen Lage sein, und demzufolge eine negative Beurteilung des öffentlichen Auftraggebers bezüglich der Finanzkraft des betreffenden Unternehmens rechtfertigen.

In Analogie dazu kann eine Nichtzahlung oder ein Verzug der Zahlung der Sozialversicherungsbeiträge für Selbstständige durch natürliche Personen, die insbesondere im Rahmen eines Dienstleistungsauftrags submittieren, auch wenn dies nicht als Ausschließungsgrund gilt, ein Grund sein, um diese Person nicht auszuwählen, sofern aus einem solchen Umstand hervorgeht, dass die betreffende natürliche Person die ausreichende Finanzkraft zur Einhaltung ihrer Sozialpflichten nicht besitzt.

### 6. Bürgschaft durch eine Muttergesellschaft

Wenn eine Muttergesellschaft für die finanzielle und wirtschaftliche Leistungsfähigkeit ihrer Tochtergesellschaft Gewähr bietet, muss diese Garantie mit großer Rücksicht betrachtet werden. In jedem Fall muss der öffentliche Auftraggeber überprüfen, ob die Bürgschaft der Muttergesellschaft wirklich geleistet wird und welche Tragweite und Dauer sie hat. In dieser Beziehung wäre die Bildung einer Arbeitsgemeinschaft zwischen der Mutter- und der Tochtergesellschaft als ernsthafte Garantie zu betrachten.

## IV. ANFORDERUNGEN HINSICHTLICH DER TECHNISCHEN LEISTUNGSFÄHIGKEIT

### 1. Allgemeine Bemerkungen

In der Regelung wird die Relevanz der Anforderungen hinsichtlich der technischen Leistungsfähigkeit je nach der Art des berücksichtigten Auftrags (Bau, Liefer- oder Dienstleistungsauftrags) (18) betrachtet.

Außerdem ist die Liste der Nachweise sowohl für die Bau- als auch für die Lieferaufträge eine geschlossene Liste, während aus Artikel 71 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 hervorgeht, dass die Liste für Dienstleistungsaufträge offen ist.

Diese Feststellung heißt jedoch nicht, dass der öffentliche Auftraggeber in Dienstleistungsaufträgen egal welche Anforderungen auferlegen kann: die Nachweise müssen sich auf die Fachkunde, Wirksamkeit, Erfahrung und Zuverlässigkeit des Bewerbers oder Submittenten beziehen. Daher kann der öffentliche Auftraggeber die Vorlage von Unterlagen, die in der Liste nicht angeführt werden, verlangen, aber diese müssen in direktem Zusammenhang mit dem Zweck der qualitativen Auswahl stehen.

Je nach der Strenge des Wettbewerbs in dem betreffenden Tätigkeitsbereich wird der öffentliche Auftraggeber beurteilen, ob die festzulegenden Anforderungen mehr oder weniger strikt sein müssen.

Der öffentliche Auftraggeber muss sich außerdem darum bemühen, dass die Art, die Anzahl und die Mindestbeträge der vorzulegenden Nachweise angegeben werden, wobei die Eigenschaften und der Umfang des Marktes natürlich berücksichtigt werden.

Außerdem ist noch zu bemerken, dass bestimmte Nachweise eine breitere und direktere Erfassung der technischen Leistungsfähigkeit ermöglichen.

So zum Beispiel kann die Liste der erbrachten Dienstleistungen gleichzeitig den Umsatz, die Werkzeugausrüstung und das Personal eines gegebenen Unternehmens gut anzeigen.

### 2. Spezifische Kommentare

#### 2.1. Bauaufträge (Artikel 19 ff. des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996)

##### 2.1.1. Gemeinsame Regeln für die verschiedenen Verfahren

Um die Arbeit der Unternehmen nicht unnötig zu erschweren, ist bei der Wahl der vorzulegenden Nachweise zu vermeiden, dass sich die Anforderungen, die sich aus der Regelung bezüglich der Zulassung der Bauunternehmer ergeben, und die Anforderungen hinsichtlich der Leistungsfähigkeit, die für einen bestimmten Auftrag festgelegt werden, überschneiden.

Dies gilt insbesondere für die unter 1° (Studiennachweise) und 4° (Personalbestand im Jahresdurchschnitt und Anzahl der leitenden Angestellten) von Artikel 19 des Königlichen Erlasses erwähnten Nachweise.

##### 2.1.2. Offene Verfahren

Wie aus Artikel 16, Absatz 1, des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 hervorgeht, kann der öffentliche Auftraggeber unbeschadet der Ausschließungsgründe die finanziellen, wirtschaftlichen und technischen Mindestanforderungen, die aufgrund der Gesetzgebung über die Zulassung der Bauunternehmer erfordert werden, als ausreichend betrachten. Wenn dies nicht der Fall ist, so können die folgenden Erwägungen für die Wahl der Kriterien, die in offenen Verfahren anzuwenden sind, in Betracht gezogen werden.

##### — Liste der erbrachten Bauleistungen

In Artikel 19, 2°, des Königlichen Erlasses wird eine Liste der in den letzten fünf Jahren erbrachten Bauleistungen erwähnt, der je nach Fall eine Bescheinigung über die ordnungsgemäße Ausführung, deren Inhalt in dem genannten Artikel beschrieben ist, beizufügen ist.

Das Muster einer solchen Bescheinigung ist in Anlage 4 des vorliegenden Rundschreibens zu finden.

In Anbetracht dessen, dass die zu erfüllenden finanziellen, wirtschaftlichen und technischen Mindestanforderungen in Artikel 16, Absatz 1, erwähnt werden, kann der öffentliche Auftraggeber höhere Ansprüche stellen und einen kürzeren Zeitraum als denjenigen, der in dem vorgenannten Artikel 19, 2°, bestimmt ist, als Bezugszeitraum vorsehen.

Es wird empfohlen, Nachweise über die erbrachten Bauleistungen zu fordern, wenn der Auftrag den Schwellenwert für eine europäische Bekanntmachung erreicht. Unter diesem Schwellenwert ist die Forderung solcher Nachweise nur aufgrund von besonderen Eigenschaften des Auftrags gerechtfertigt: Anwendung von Techniken oder Materialien, die nicht üblich sind; Bauarbeiten, die einen großen Prozentsatz darstellen, der jedoch niedriger ist als bei Arbeiten, die in der im Lastenheft vorgesehenen Zulassungskategorie oder -unterkategorie eingestuft sind. (19)

##### — Werkzeugausrüstung, Material und technische Ausrüstung

In Artikel 19, 3° wird eine Erklärung erwähnt, aus der hervorgeht, über welche Ausstattung, welche Baugeräte und welche technische Ausrüstung der Unternehmer für die Ausführung des Bauvorhabens verfügen wird. Da die Regelung über die Zulassung von Bauunternehmern die vorerwähnten Elemente nicht in Betracht zieht, kann eine Anforderung in diesem Bezug formuliert werden, wenn es aufgrund besonderer Eigenschaften des Auftrags gerechtfertigt ist, dass die Auswahl auf dem Vorhandensein einer bestimmten Werkzeugausrüstung bzw. technischen Ausrüstung oder eines bestimmten Materials beruht.

— Techniker oder technische Stellen

Laut Artikel 19, 5°, des vorerwähnten Königlichen Erlasses kann der öffentliche Auftraggeber eine Erklärung verlangen zur Angabe der Techniker oder technischen Stellen, über die der Unternehmer, unabhängig davon, ob sie dem Unternehmen angeschlossen sind oder nicht, bei der Ausführung des Bauvorhabens verfügen wird.

Wenn die betroffenen Personen bzw. Stellen dem Unternehmen nicht angeschlossen sind, handelt es sich meistens um Nachunternehmer. In diesem Bezug gibt es Anlass, sich auf Punkt I, 3.1, des vorliegenden Rundschreibens zu beziehen.

2.1.3. Beschränkte Verfahren und Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung

— In solchen Verfahren genügt die Zulassung von Bauunternehmern nicht, um eine wirksame qualitative Auswahl zu gewährleisten. Deshalb müssen zusätzliche Bedingungen zur Beurteilung der technischen Leistungsfähigkeit der Unternehmen vorgesehen werden. So können die folgenden Elemente in den beschränkten Verfahren und Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung berücksichtigt werden, ohne dass deswegen Überschneidungen mit den Zulassungsanforderungen erfolgen.

— Liste der erbrachten Bauleistungen

In den beschränkten Verfahren können Nachweise über die erbrachten Bauleistungen meistens verlangt werden, ungeachtet der Tatsache, ob der Auftrag den Schwellenwert für eine europäische Bekanntmachung erreicht oder nicht.

In Artikel 19, 2°, des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 wird die Liste der in den letzten fünf Jahren erbrachten Bauleistungen erwähnt.

In der Erwägung, dass Artikel 16, Absatz 2, desselben Königlichen Erlasses von den Mindestanforderungen hinsichtlich der technischen Leistungsfähigkeit handelt, kann der öffentliche Auftraggeber höhere Ansprüche stellen und einen kürzeren Zeitraum als Nachweis fordern, als denjenigen, der in dem vorerwähnten Artikel 19, 2°, vorgesehen ist. Eine solche Beschränkung darf jedoch nur vorgenommen werden, wenn es wegen der Eigenschaften des Auftrags notwendig ist, zum Beispiel in Bereichen, in denen Spitzentechniken, nicht übliche Materialien oder neues Material anzuwenden sind.

— Werkzeugausrüstung, Material und technische Ausrüstung

In Artikel 19, 3°, wird eine Erklärung erwähnt, aus der hervorgeht, über welche Ausstattung, welche Baugeräte und welche technische Ausrüstung der Unternehmer für die Ausführung des Bauvorhabens verfügen wird. Da die Regelung über die Zulassung von Bauunternehmern die vorerwähnten Elemente nicht in Betracht zieht, kann eine Anforderung in diesem Bezug formuliert werden, wenn es aufgrund besonderer Eigenschaften des Auftrags gerechtfertigt ist, dass die Auswahl auf dem Vorhandensein einer bestimmten Werkzeugausrüstung bzw. technischen Ausrüstung oder eines bestimmten Materials beruht.

— Techniker oder technische Stellen

Laut Artikel 19, 5°, des vorerwähnten Königlichen Erlasses kann der öffentliche Auftraggeber eine Erklärung verlangen zur Angabe der Techniker oder technischen Stellen, über die der Unternehmer, unabhängig davon, ob sie dem Unternehmen angeschlossen sind oder nicht, bei der Ausführung des Bauvorhabens verfügen wird.

Wenn die betroffenen Personen bzw. Stellen dem Unternehmen nicht angeschlossen sind, handelt es sich meistens um Nachunternehmer. In diesem Bezug gibt es Anlass, sich auf Punkt I, 3.1, des vorliegenden Rundschreibens zu beziehen.

2.2. Lieferaufträge (Artikel 45 ff. des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996)

In Lieferaufträgen scheinen drei Nachweise zur Beurteilung der technischen Leistungsfähigkeit der Lieferanten meistens relevanter als die anderen zu sein: die Liste der wesentlichen erbrachten Lieferungen (Artikel 45, 1°), die Angabe der Techniker oder der technischen Stellen (Artikel 45, 3°) und die Muster (Artikel 45, 4°).

— Liste der wesentlichen erbrachten Lieferungen

Wenn Nachweise bezüglich des Volumens der Lieferungen verlangt werden und in direkter Verbindung mit dem Gegenstand des Auftrags stehen, kann der öffentliche Auftraggeber normalerweise daraus folgern, dass der Bewerber oder Submittent über die notwendigen menschlichen und technischen Mittel verfügt, um den Auftrag auszuführen.

Wenn der Auftrag jedoch spezialisierte Lieferungen betrifft, ist es zweckmäßig, nach den verschiedenen Mitteln, über die das Unternehmen zur Ausführung des Auftrags verfügen wird, genau zu fragen.

In Artikel 45, 1°, des Königlichen Erlasses wird die Möglichkeit vorgesehen, eine Liste der wesentlichen in den letzten drei Jahren ab der Einreichung der Bewerbung erbrachten Lieferungen zu verlangen. In Artikel 42 desselben Erlasses wird eine Mindestfähigkeit erwähnt. So kann der öffentliche Auftraggeber höhere Ansprüche stellen und seine Beurteilung auf einen kürzeren Zeitraum als Nachweis basieren, zum Beispiel für Lieferungen in einem Bereich mit schneller technischer Entwicklung.

— Techniker oder technische Stellen

Laut Artikel 45, 3°, des vorerwähnten Königlichen Erlasses kann der öffentliche Auftraggeber eine Erklärung verlangen zur Angabe der Techniker oder technischen Stellen, unabhängig davon, ob sie dem Unternehmen angeschlossen sind oder nicht, und zwar insbesondere derjenigen, die mit der Qualitätskontrolle beauftragt sind.

Auch wenn diese Bestimmung insbesondere die Techniker betrifft, die mit der Qualitätskontrolle beauftragt sind, kann sie ebenfalls Anwendung finden auf Personen, die als Nachunternehmer in der Herstellung von Erzeugnissen beteiligt sind.

Wenn die betroffenen Personen bzw. Stellen dem Unternehmen nicht angeschlossen sind, handelt es sich meistens um Nachunternehmer. In diesem Bezug gibt es Anlass, sich auf Punkt I, 3.1, des vorliegenden Rundschreibens zu beziehen.

— Muster

Es gilt, jede Verwechslung des in Artikel 45, 4°, des vorerwähnten Königlichen Erlasses vorgesehenen Musters mit dem in Artikel 90, § 2, desselben Erlasses vorgesehenen Prototyp zu vermeiden: in Artikel 45 handelt es sich nämlich um bei früheren Aufträgen hergestellte oder gelieferte Erzeugnisse oder um Produkte der Normalbauart. Die Vorstellung eines Prototyps kann also nicht als solche als Kriterium für eine qualitative Auswahl dienen.

— Konformitätsbescheinigungen der Erzeugnisse

Bei den in Artikel 45, 5°, des vorerwähnten Königlichen Erlasses erwähnten Bescheinigungen handelt es sich um Unterlagen, die insbesondere die Normen ISO 9000 aber auch andere Bescheinigungen wie Herstellerzeichen betreffen. Die Anwendung der ISO-Normen kann im Rahmen des Artikels 45, 3° und 6°, des Königlichen Erlasses für durch Techniker oder technische Stellen geführte Qualitätskontrollen ebenfalls in Betracht gezogen werden.

2.3. Dienstleistungsaufträge (Artikel 71 ff. des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996)

In Dienstleistungsaufträgen scheinen die folgenden vier Nachweise zur Beurteilung der technischen Leistungsfähigkeit der Lieferanten meistens relevanter als die anderen zu sein.

— Studiennachweise und Bescheinigungen über die berufliche Befähigung (Art. 71, 1°)

Für Dienstleistungsaufträge bezüglich intellektueller Leistungen sind diese Nachweise besonders relevant und manchmal unentbehrlich.

— Liste der wesentlichen erbrachten Leistungen (Art. 71, 2°)

Die technische Leistungsfähigkeit des Dienstleistungserbringers kann anhand einer Liste der wesentlichen in den letzten drei Jahren erbrachten Leistungen mit Angabe des Rechnungswerts, des Leistungszeitpunkts sowie der öffentlichen oder privaten Empfänger der erbrachten Dienstleistungen nachgewiesen werden.

Zuerst ist zu beachten, dass der öffentliche Auftraggeber, wie es für Bau- und Lieferaufträge schon erwähnt worden ist, höhere Ansprüche stellen und einen kürzeren Zeitraum als Nachweis fordern kann, sofern dies durch die Eigenschaften des Auftrags gerechtfertigt wird.

Ebensowenig wie bei anderen Auftragskategorien sollen übrigens die Nachweise von Dienstleistungen für öffentliche Behörden vor den Nachweisen von Dienstleistungen für Privatpersonen grundsätzlich bevorzugt werden. In bestimmten Fällen scheint es jedoch nützlich zu sein, unter Berücksichtigung der beantragten Leistungen (zum Beispiel: Vorbereitung von Lastenheften für öffentliche Aufträge) die Nachweise oder Erfahrungen von Dienstleistungen, die für öffentliche Behörden erbracht worden sind, zu bevorzugen.

— Techniker oder technische Stellen (Art. 71, 3° und 8°)

Laut Artikel 71, 3°, des Königlichen Erlasses kann der öffentliche Auftraggeber eine Erklärung verlangen zur Angabe der Techniker oder technischen Stellen, unabhängig davon, ob sie dem Unternehmen angeschlossen sind oder nicht, und zwar insbesondere derjenigen, die mit der Qualitätskontrolle beauftragt sind.

Auch wenn diese Bestimmung insbesondere die Techniker betrifft, die mit der Qualitätskontrolle beauftragt sind, kann sie ebenfalls Anwendung finden auf Personen, die als Nachunternehmer für die Erbringung von Dienstleistungen beteiligt werden.

Wenn die betroffenen Personen bzw. Stellen dem Unternehmen nicht angeschlossen sind, handelt es sich meistens um Nachunternehmer. In diesem Bezug gibt es Anlass, sich auf Punkt I, 3.1, des vorliegenden Rundschreibens zu beziehen.

In den meisten Dienstleistungsaufträgen bezüglich intellektueller (oft personenbezogener) Leistungen ist es auf jeden Fall besser, die Bedingungen einer Vergabe an Nachunternehmer genau abzugrenzen.

— Maßnahmen des Dienstleistungserbringers zur Gewährleistung der Qualität (Artikel 71, 6°)

Diese Bestimmung bezieht sich auf Qualitätsnachweisverfahren auf der Grundlage der europäischen Normen aus der Serie EN ISO 9000, die ebenfalls in Artikel 73 des Königlichen Erlasses erwähnt sind.

## V. NEUE UNTERNEHMEN

Da die qualitative Auswahl logischerweise auf Elementen beruht, die bei der Einleitung des Verfahrens schon bestehen und mit der Erfahrung, die die Unternehmen in einem relativ langen Zeitraum gesammelt haben, verbunden ist, entsteht ein echtes Problem für junge Unternehmen, die dem Wettbewerbsmarkt beitreten, zum Beispiel im Bereich der neuen Technologien, was ihre Berücksichtigung bei öffentlichen Aufträgen unsicher macht.

Wenn der öffentliche Auftraggeber die Bewerbung solcher Unternehmen in Betracht ziehen möchte, so muss er in seiner Auftragsbekanntmachung geeignete Kriterien unter Berücksichtigung der folgenden Bestimmungen vorsehen.

Im Hinblick auf die finanzielle und wirtschaftliche Leistungsfähigkeit erlauben die betreffenden Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 es, andere beweiskräftige Nachweise zu verlangen als die Bilanzen, Jahresabschlüsse oder Umsätze, die in den Artikeln 18 (Baufträge), 44 (Lieferaufträge) und 70 (Dienstleistungsaufträge) erwähnt sind. Dies ist insbesondere der Fall für die vorerwähnte Bankerklärung bzw. Verpflichtung zur Hinterlegung einer Sicherheitsleistung.

Zur Beurteilung der technischen Leistungsfähigkeit gilt es, in der Liste von Artikel 19 (Baufträge), 45 (Lieferaufträge) und 71 (Dienstleistungsaufträge) einen anderen Nachweis bzw. andere Nachweise als die erbrachten Leistungen zu wählen. Dies ist insbesondere der Fall für die Studiennachweise und Bescheinigungen über die berufliche Befähigung, die Erfahrung der leitenden Angestellten und des Personals der technischen Stellen oder für die Werkzeuge, das Material und die technische Ausrüstung, über welche der Unternehmer für die Ausführung des Bauvorhabens verfügen wird.

Namur, den 21. Mai 2001

## ANLAGEN: MUSTERUNTERLAGEN

## Anlage 1

## MUSTER FÜR DIE EHRENWÖRTLICHE ERKLÄRUNG

## I. Identifizierung des öffentlichen Auftraggebers

## II. Identifizierung des Auftrags

Der Unterzeichnete (Name, Vorname):

Eigenschaft oder Beruf:

Staatsangehörigkeit:

Wohnsitz:

(Staat, Gemeinde, Straße, Nr.)

oder

Die Gesellschaft:

(Gesellschaftsbezeichnung oder Name, Form, Staatsangehörigkeit, Sitz)

vertreten durch den (bzw. die) Unterzeichneten:

oder

die Unterzeichneten;

(für jeden bitte die gleichen Informationen wie oben angeben)

die sich für den vorliegenden Auftrag zu einer Arbeitsgemeinschaft zusammengeschlossen haben,

erklären auf Ehrenwort, dass sie sich in keiner der Lagen befinden, die als Ausschließungsgründe im Sinne von Artikel 17, 43 oder 69 des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 gelten(\*), und verpflichten sich, auf Antrag des öffentlichen Auftraggebers die notwendigen Unterlagen und Beweise vorzulegen.

Ausgefertigt in ....., am .....

Unterschrift

Note

(\*) oder von Artikel 17, 39 oder 60 des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996, je nach der Art des Auftrags bitte angeben

## Anlage 2:

## MUSTER FÜR DIE BANKERKLÄRUNG

Betreff:

Öffentlicher Auftrag (Identifizierung des Auftrags) .....

Hiermit bestätigen wir, dass .....

..... (Gesellschaftsbezeichnung und -sitz des sich bewerbenden Unternehmens) seit dem .....

..... (Datum) unser Kunde ist.

Finanzielle Beziehung zwischen Bank und Kunden

Mit den finanziellen Beziehungen, die wir mit .....

..... (Gesellschaftsbezeichnung des sich bewerbenden Unternehmens) unterhalten,

sind wir bisher ..... (Datum) völlig zufrieden.

Aufgrund der Daten, über welche unsere Bank zur Zeit verfügt, haben wir keine negativen Gegebenheiten feststellen können, und im aktuellen Stadium verfügt .....

..... (Gesellschaftsbezeichnung des sich bewerbenden Unternehmens) über die notwendige finanzielle Fähigkeit, um die Leistungen zu erbringen, für welche die vorgenannte Firma sich bewerben möchte.

..... (Gesellschaftsbezeichnung des sich bewerbenden Unternehmens) genießt unser Vertrauen.

Zur Zeit stellt unsere Bank dieser Firma die folgenden Kreditlinien zur Verfügung (bitte nur nach schriftlicher Zustimmung des Kunden angeben);

Bzw.

Unsere Bank ist dazu bereit, eventuelle Anträge auf Kredite oder auf die Hinterlegung einer Sicherheitsleistung in Betracht zu ziehen, zwecks der Ausführung des Auftrags durch .....

..... (Gesellschaftsbezeichnung des sich bewerbenden Unternehmens).

Die vorliegende Erklärung erteilen wir ohne Einschränkung und ohne Vorbehalt.

....., den .....

Unterschrift



## Anlage 3

MUSTER FÜR DIE BESCHEINIGUNG DER VERPFLICHTUNG  
ZUR HINTERLEGUNG EINER SICHERHEITSLAISTUNG

Die Firma (Gesellschaftsbezeichnung und -sitz der Sicherheitsleistungskasse) .....

ordnungsgemäß vertreten durch .....

verpflichtet sich,

- falls das Unternehmen .....

(Gesellschaftsbezeichnung und -sitz des sich bewerbenden Unternehmens) als Auftragnehmer für den Auftrag .....

..... bezeichnet wird,

- eine Sicherheitsleistung in Höhe von 5% des Betrags des Auftrags zugunsten von (Identität und Anschrift

des öffentlichen Auftraggebers) zu hinterlegen.

Die vorliegende Erklärung gilt für einen Zeitraum von drei Monaten ab dem .....

....., wird aber unwirksam, wenn das Unternehmen

..... (Gesellschaftsbezeichnung

und -sitz des sich bewerbenden Unternehmens) nicht als Auftragnehmer für den Auftrag bezeichnet wird.

....., den .....

Unterschrift

## Anlage 4

## MUSTER FÜR DIE BESCHEINIGUNG DER ORDNUNGSGEMÄSSEN AUSFÜHRUNG EINES BAUAUFTRAGES

Wir Unterzeichnete,

.....  
(Bezeichnung und Anschrift des öffentlichen Auftraggebers oder des Bauherrn) bescheinigen, dass .....

.....  
(Gesellschaftsbezeichnung und -sitz des sich bewerbenden Unternehmens)

die folgenden Bauarbeiten ausgeführt hat, mit denen wir völlig zufrieden sind.

..... (Beschreibung  
des Bauwerks, Ausführungszeit und -ort und Betrag) (\*)

Die vorerwähnten Bauarbeiten entsprechen den anerkannten Regeln der Technik und wurden ordnungsgemäß ausgeführt.

Richtig und vollständig

....., den .....

Unterschrift

(\*) Bitte angeben, ob die Bauarbeiten durch eine Arbeitsgemeinschaft ausgeführt worden sind.

## Notes

- (1) Dieser Ausschuss wurde durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 1998 eingeführt.
- (2) Königlicher Erlass vom 25. März 1999 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 über öffentliche Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge und öffentliche Baukonzessionen (*Belgisches Staatsblatt* vom 9. April 1999) und Königlicher Erlass vom 25. März 1999 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996 über öffentliche Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge im Bereich der Wasser-, Energie- und Verkehrsversorgung sowie im Telekommunikationssektor (*Belgisches Staatsblatt* vom 28. April 1999).
- (3) Die qualitative Auswahl findet keine Anwendung auf Aufträge, die einfach durch eine angenommene Rechnung vergeben werden, aufgrund der mangelnden Formalisierung im Vergabeverfahren für diese Aufträge.
- (4) Dieses Problem wird im Königlichen Erlass vom 10. Januar 1996 nicht behandelt.
- (5) Für die Sonderbereiche handelt es sich um Artikel 123 des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996.
- (6) Eine solche Einschränkung ist in dem Königlichen Erlass vom 10. Januar 1996 nicht zu finden.
- (7) s. Urteil Nr. 62.545 vom 14.10.1996 betreffend die "S.A. Etablissements DRUART", "L'Entreprise et le Droit", 1997, S. 84 ff.; "Administration publique mensuel", 1996, S. 152 und 153.
- (8) Für die Sonderbereiche, s. Artikel 78, § 1, 3°, des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996
- (9) Für die Sonderbereiche, s. Artikel 81, § 2, des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996.
- (10) Gleiche Regeln finden Anwendung auf die Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung gemäß Artikel 122, Absatz 3, des Königlichen Erlasses vom 8. Januar 1996 und Artikel 110, Absatz 2, des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996.
- (11) Entsprechende Bestimmungen sind im Königlichen Erlass vom 10. Januar 1996 nicht zu finden.
- (12) Eine geeignete Bewerbung ist eine zulässige Bewerbung, welche die vom öffentlichen Auftraggeber festgelegten Auswahlkriterien erfüllt.
- (13) Für die Sonderbereiche, s. Artikel 13, § 3, 35, § 3, oder 56, § 3, des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996.
- (14) Für die Sonderbereiche, s. Artikel 17, 39 und 60 des Königlichen Erlasses vom 10. Januar 1996.
- (15) Zur Erinnerung: für die Sonderbereiche wird in der Regelung kein spezielles System vorgesehen.
- (16) In der Auftragsbekanntmachung sollte darauf hingewiesen werden, dass es ein Muster gibt, das zu beachten ist, und sollten die Modalitäten für die Zurverfügungstellung dieses Musters angegeben werden.
- (17) In der Auftragsbekanntmachung sollte darauf hingewiesen werden, dass es ein Muster gibt, das zu beachten ist, und sollten die Modalitäten für die Zurverfügungstellung dieses Musters angegeben werden.
- (18) Zur Erinnerung: für die Sonderbereiche werden keine speziellen Bestimmungen in diesem Zusammenhang in der Regelung vorgesehen.
- (19) Wenn der Auftrag gemäß Artikel 5, § 7, des Königlichen Erlasses vom 26. September 1991 zur Festlegung bestimmter Maßnahmen zur Anwendung des Gesetzes vom 20. März 1991 zur Regelung der Zulassung von Bauunternehmern Bauarbeiten umfasst, die in unterschiedlichen Kategorien oder Unterkategorien eingestuft sind.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 2001/27407]

**21 MEI 2001. — Omzendbrief. — Overheidsopdrachten  
Kwalitatieve selectie van aannemers, leveranciers en dienstverleners**

Aan de Waalse aanbestedende overheden die onderworpen zijn aan de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

Mevrouw, Mijnheer de Minister,

Mevrouwen, Mijne Heren,

De omzendbrief van 10 februari 1998 van de Eerste Minister (*Belgisch Staatsblad* van 13 februari 1998) bevat een aantal belangrijke aspecten in verband met de kwalitatieve selectie van aannemers, leveranciers en dienstverleners, alsook aanbevelingen voor de aanbestedende overheden.

Deze omzendbrief dient niet om die van 10 februari 1998 te vervangen. Maar, gelet op bepaalde problemen die de aanbestedende overheden nog tegenkomen in de praktijk, heeft de "Commission wallonne des marchés publics" (Waalse commissie voor overheidsopdrachten) (1) het nuttig geacht bovenvermelde omzendbrief met nadere gegevens aan te vullen.

Die aanvullingen zijn des te meer gegrond dat de regelgeving bij twee koninklijke besluiten van 25 maart 1999 (2) werd gewijzigd inzake de kwalitatieve selectie.

Voornaamste wijzigingen aangebracht bij voormelde besluiten :

a) bij een openbare procedure betreffende opdrachten voor aanneming van werken kan de aanbestedende overheid oordelen dat de financiële, economische en technische minimumeisen waaraan moet worden voldaan krachtens de wetgeving op de erkenning van aannemers van werken, volstaan;

b) bij een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking mogen, naast de regels betreffende de uitsluitingsgronden die van ambtswege van toepassing zijn, degene die de kwalitatieve selectie betreffen toegepast worden, behalve wanneer de opdracht gegund wordt aan de hand van een aangenomen gewone factuur (3) (de aanwending van financiële, economische en technische criteria kan echter overwogen worden indien de aanbestedende overheid beslist haar selectieprocedure te formaliseren).

De hiernavolgende beschouwingen slaan op overheidsopdrachten in zowel de klassieke als de specifieke sectoren. Daar de regelgeving voor deze laatste niet voorziet in een specifiek stelsel voor de evaluatie van de financiële, economische en technische minimumeisen waaraan ondernemingen moeten voldoen, mag worden uitgegaan van de regels die voor de klassieke sectoren gelden.

In deze omzendbrief worden volgende punten behandeld :

**I. KWALITATIEVE SELECTIE : ALGEMEEN**

1. Doelstellingen van de kwalitatieve selectie
2. Informatie
  - 2.1. Ontbrekende stukken
  - 2.2. Gebruik van de informatie
3. Onderaanneming en tijdelijke verenigingen
  - 3.1. Onderaanneming
    - 3.1.1. Algemene opmerkingen
    - 3.1.2. Invloed van de onderaanneming op de kwalitatieve selectie van de gegadigde of de inschrijver
    - 3.1.3. Capaciteiten die de aanbestedende overheid van de onderaannemers eist
    - 3.1.4. Onderzoek naar de participatie van de onderaannemers
  - 3.2. Tijdelijke verenigingen
    - 3.2.1. Evaluatie van de uitsluitingsgronden en de eisen inzake draagkracht
    - 3.2.2. Verenigingsvoorwaarden
4. Vruchteloze kwalitatieve selectie
5. Specifieke vragen omtrent de beperkte procedures
  - 5.1. Marge
  - 5.2. Weging van de criteria
  - 5.3. Lijst van geselecteerde kandidaten

**II. UITSLUITINGSGRONDEN**

**III. VEREISTEN INZAKE DE FINANCIËLE EN ECONOMISCHE DRAAGKRACHT**

1. Algemene opmerkingen
2. Bankverklaringen
3. Omzet
4. Balans en jaarrekeningen
5. Sociale zekerheidsbijdragen
6. Waarborg van een moedermaatschappij

**IV. VEREISTEN INZAKE DE TECHNISCHE DRAAGKRACHT**

1. Algemene opmerkingen
2. Specifieke commentaren
  - 2.1. Opdrachten voor aanneming van werken
    - 2.1.1. Gemeenschappelijke regels voor de verschillende procedures
    - 2.1.2. Openbare procedures
    - 2.1.3. Beperkte procedures en onderhandelingsprocedures met voorafgaande bekendmaking

- 2.2. Opdrachten voor aanneming van leveringen
- 2.3. Opdrachten voor aanneming van diensten

## V. NIEUWE ONDERNEMINGEN

### BIJLAGEN : MODELDOCUMENTEN

- Bijlage 1 :  
Verklaring op erewoord
- Bijlage 2 :  
Bankverklaring
- Bijlage 3 :  
Bewijs van verbintenis tot borgstelling
- Bijlage 4 :  
Attest van goede uitvoering

## I. KWALITATIEVE SELECTIE : ALGEMEEN

### 1. Doelstellingen van de kwalitatieve selectie

De doelstelling van de kwalitatieve selectie hangt af van verschillende parameters, zoals de onderhandelingspartners (aanbestedende overheden, ondernemingen), het soort opdracht (werken, leveringen, diensten), het belang of de specificiteit ervan.

Er komen evenwel twee krachtlijnen naar voren :

- Bij een openbare procedure beoogt men de selectie van aannemers, leveranciers of dienstverleners met de nodige financiële, economische en technische draagkracht om de opdracht uit te voeren. De inschrijvers moeten dus voldoen aan de door de aanbestedende overheid gestelde minimumeisen. De inschrijvers die aan die eisen voldoen, worden automatisch geselecteerd. Op grond van de kwalitatieve selectie kan men er aldus van uitgaan dat de aannemer in staat is om de opdracht met voldoende kwaliteit uit te voeren en aldus aan de eisen van de aanbestedende overheid te voldoen.

- Bij een beperkte procedure beoogt men de selectie van de beste gegadigden op grond van gepaste criteria, voor zover het maximumaantal gegadigden wordt vermeld in de opdrachtaankondiging. Als geen maximumaantal vastgesteld is, heeft de aanbestedende overheid de volgende mogelijkheid : hetzij alle ondernemingen selecteren die het voorgeschreven bekwaamheidsniveau halen, hetzij de beste ondernemingen selecteren onder degene die voldoen aan de door haar gestelde minimumeisen. Wat de keuze ook moge zijn, er dient eraan te worden herinnerd dat in het geval van beperkte procedures de erkenning van aannemers van werken alleen niet volstaat om het bekwaamheidsniveau van de gegadigden te bepalen bij desbetreffende opdrachten.

### 2. Informatie

#### 2.1. Ontbrekende stukken

In principe moeten alle stukken die de aanbestedende overheid in de opdrachtaankondiging eist krachtens de artikelen 17 tot 20, 43 tot 46 en 69 tot 73 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 (4), bij het kandidatuurdossier of bij het aanbod gevoegd worden, al naar gelang de aard van de procedure. De aldus overgelegde stukken kunnen op verzoek van de aanbestedende overheid aangevuld of doorgelicht worden, rekening houdende met de gegevens die ze reeds ter beschikking had om de toestand of de draagkracht van de betrokken onderneming te beoordelen.

Als bepaalde stukken ontbreken, moet de aanbestedende overheid, al naar gelang de effectieve concurrentiegraad en het soort stuk dat ontbreekt, op grond van de beschikbare gegevens oordelen of de gegadigde of de inschrijver moet worden uitgesloten, ofwel of het opportuun is hem te vragen zijn dossier aan te vullen.

Indien het ontbrekende stuk wordt overgelegd op initiatief van de gegadigde of de inschrijver (voorbeeld : verklaring op erewoord), moet de aanbestedende overheid de afwezigheid van het stuk strenger beoordelen dan indien de overlegging afhangt van een derde (voorbeeld : bankverklaring).

Er wordt gewezen op het feit dat de beslissing waarbij de aanbestedende overheid de gegadigde of de inschrijver in staat stelt een ontbrekend stuk over te leggen, van een relevante interne motivatie moet uitgaan en de betrokken ondernemingen op gelijke voet moet behandelen.

Wettig gezien mag de gegadigde of de inschrijver hoe dan ook niet weigeren de door de aanbestedende overheid vereiste stukken of inlichtingen te verstrekken indien ze betrekking hebben op elementen die uitdrukkelijk vermeld worden in het koninklijk besluit. Als de aanbestedende overheid daarentegen andere bewijsstukken verlangt, dus andere stukken of inlichtingen dan die bedoeld in het koninklijk besluit, moet ze, als geweigerd wordt de gevraagde inlichtingen te verstrekken, oordelen of deze laatste het legitieme belang van de gegadigde of de inschrijver in gevaar brengen.

#### 2.2. Gebruik van de informatie

De informatie bedoeld in de artikelen 44 en 45 (betreffende de opdrachten voor aanneming van leveringen) van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 en in de artikelen 70 en 71 (betreffende de opdrachten voor aanneming van diensten) van hetzelfde besluit mag alleen op het voorwerp van de opdracht slaan, daar de aanbestedende overheid de legitieme belangen van de leveranciers of de dienstverleners in aanmerking moet nemen wat betreft de bescherming van de technische of handelsgeheimen van hun onderneming.

Dat beginsel van goed bestuur kan ook worden toegepast op opdrachten voor aanneming van werken, al wordt de vraag niet behandeld in een specifieke tekst.

De belangen van de gegadigden of de inschrijvers worden bovendien beschermd bij artikel 139 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 (5), zoals gematigd door de artikelen 47 en 74 van hetzelfde besluit (6). Anderzijds mag elke gegadigde of inschrijver die acht dat de gevraagde inlichtingen zijn legitieme belangen kunnen schaden, zodra hij kennis heeft genomen van de opdrachtaankondiging, zijn beduchtheid medelen aan de aanbestedende overheid, die in voorkomend geval een rechtzettend advies zal uitbrengen.

### 3. Onderaanneming en tijdelijke verenigingen

#### 3.1. Onderaanneming

##### 3.1.1. Algemene opmerkingen

De tussenkomst van een onderaannemer bij de uitvoering van de opdracht is een gegeven waarmee de aanbestedende overheid rekening kan houden bij de kwalitatieve selectie, ongeacht of de opdracht betrekking heeft op de klassieke sectoren of, a fortiori, op de specifieke sectoren, waarvoor de regelgeving niet voorziet in duidelijk omschreven eisen m.b.t. de financiële, economische en technische draagkracht.

Voor opdrachten in de klassieke sectoren voorzien overigens alle bepalingen van het koninklijk besluit van 8 januari 1996, die gewag maken van de stukken aan de hand waarvan de technische draagkracht kan worden bevestigd, hetzij impliciet hetzij expliciet in het beroep op onderaanneming.

Dat geldt voor artikel 19, 5°, van voormeld koninklijk besluit, waarin gewag wordt gemaakt van een verklaring waarin de technici of technische diensten worden vermeld die niet deel uitmaken van de onderneming maar ter beschikking zullen staan van de aannemer voor de uitvoering van het werk.

Dat geldt ook voor artikel 45, 3°, van hetzelfde besluit waarin de technici of technische diensten worden vermeld die niet deel uitmaken van de onderneming van de leverancier, meer bepaald degenen die belast zijn met de kwaliteitscontrole.

Artikel 71, 3°, van hetzelfde besluit bevat een gelijkaardige bepaling betreffende de opdrachten voor aanneming van diensten. Wat die opdrachten betreft, kan de technische draagkracht van de dienstverlener bovendien bevestigd worden door de vermelding van het opdrachtgedeelte dat de dienstverlener eventueel van plan is in onderaanneming te geven.

Na deze verduidelijking dient te worden opgemerkt dat de kwalitatieve selectie van de onderaannemers in aanmerking kan worden genomen uit twee gezichtspunten : enerzijds, de invloed van de tussenkomst van de onderaannemers op de selectie van de gegadigde; anderzijds, de eisen die de aanbestedende overheid aan de onderaannemers kan stellen.

### 3.1.2. Invloed van de onderaanneming op de kwalitatieve selectie van de gegadigde of de inschrijver

Al naar gelang de omstandigheden kan het beroep op de onderaanneming een positieve of negatieve invloed hebben op de selectie van de gegadigde of de onderaannemer, zowel bij een openbare procedure als bij een beperkte of een onderhandelingsprocedure.

De invloed zal positief zijn indien de gegadigde of de inschrijver een beroep doet op een hoog gekwalificeerde onderaannemer voor de uitvoering van een bepaald opdrachtgedeelte. De ervaring en de kennis van de onderaannemer worden in dat geval toegevoegd aan die van de gegadigde en de kwalitatieve selectie wordt uitgevoerd met inachtneming van het geheel van die gegevens, die in hun globaliteit worden beoordeeld.

Daarentegen zal de invloed negatief zijn indien de opdracht volgens de aanbestedende overheid een duidelijk "intuitu personae" karakter heeft en indien de gegadigde of de inschrijver overweegt een beroep op de onderaanneming. Die opmerking geldt in het bijzonder voor opdrachten voor aanneming van diensten.

### 3.1.3. Eisen inzake draagkracht die de aanbestedende overheid aan de onderaannemers stelt

Die problematiek vloeit voort uit bovenbedoeld onderzoek (zie het vorige punt).

Voor zover het beroep op de onderaanneming positief of negatief kan worden beoordeeld om de technische draagkracht van de gegadigde of de inschrijver te bepalen en voor zover deze laatste in voorkomend geval van plan is een belangrijk opdrachtgedeelte in onderaanneming te geven, moet de aanbestedende overheid de eventuele onderaannemers eisen kunnen stellen m.b.t. de kwalitatieve selectie, ondanks de regels die bij de uitvoering van de opdracht van toepassing zijn inzake de contractuele aansprakelijkheid van de aannemer.

\*  
\*

Wat de uitsluitingsgronden betreft, is het onderzoek naar de persoonlijke toestand van de onderaannemer op wie de gegadigde of de inschrijver een beroep doet, des te meer verantwoord dat de aannemer, bij de uitvoering van de algemene aannemingsvoorwaarden overeenkomstig artikel 10, § 2, geen beroep mag doen op een onderaannemer die zich in een uitsluitingstoestand bevindt. In dat geval wordt de eventuele positieve inbreng van de onderaannemer niet in aanmerking genomen bij de kwalitatieve selectie van de gegadigde of de inschrijver.

\*  
\*

Wat betreft de vereisten inzake de financiële, economische en technische draagkracht, kan overwogen worden dat de aanbestedende overheid in de oprachtaankondiging of in de uitnodiging waarin gevraagd wordt een offerte over te leggen, al naar gelang de kenmerken van de opdracht soortgelijke eisen stelt als degene die zij kan stellen overeenkomstig artikel 10, § 1, van de algemene aannemingsvoorwaarden inzake de erkenning van aannemers van werken.

Ter herinnering : overeenkomstig die bepaling kan de aanbestedende overheid eisen dat de onderaannemers in verhouding tot hun deelneming in de opdracht voldoen aan de voorschriften van de wetgeving betreffende de organisatie van de erkenning van aannemers van werken.

Ongeacht de categorie van de opdracht kan de aanbestedende overheid ook eisen dat de onderaannemers in rechtstreekse verhouding tot hun deelneming in de opdracht voldoen aan de voorwaarden inzake de kwalitatieve selectie bedoeld in de oprachtaankondiging of in de uitnodiging waarin gevraagd wordt een offerte in te dienen.

Overeenkomstig de rechtspraak van de Raad van State (7) moet dergelijke vereiste duidelijk worden geformuleerd in de documenten van de opdracht ten einde te beschikken over een reglementaire of contractuele grondslag om een onderaannemer opzij te zetten.

### 3.1.4. Onderzoek naar de deelneming van onderaannemers

De aanbestedende overheid moet nagaan of de onderaannemers werkelijk deelnemen aan de opdracht als de deelneming een beslissende rol speelt bij de selectie van de onderneming. Ze moet zich er aldus van vergewissen dat de onderaannemers die in het kandidatuurdossier of in de offerte aangekondigd worden, een bepaald gedeelte van de opdracht zullen uitvoeren.

Als de gegadigde of de inschrijver aangeeft dat hij voor de onderaanneming een beroep zal doen op de diensten van een technicus of een specialist, moet de aanbestedende overheid bovendien eisen dat de technicus of specialist bij het kandidatuurdossier of de offerte een attest voegt waarbij hij zich ertoe verbindt het werk uit te voeren.

De aanbestedende overheid heeft nog een andere reden om na te gaan of de onderaannemers echt deelnemen aan de opdracht. Bij het opmaken van de offerte voor opdrachten voor aanneming van werken voorziet artikel 90, § 1, 3°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 (8) immers in de verplichting de identiteit van de eventuele onderaannemers te vermelden. Om een effectieve draagwijdte te geven aan die vereiste, is het ten zeerste aanbevolen ook in het bestek te vermelden dat de aannemer bij de uitvoering van de opdracht verplicht is een beroep te doen op de in de offerte aangekondigde onderaannemers. Als de aannemer die verplichting onmogelijk kan nakomen — die onmogelijkheid moet met redenen omkleed zijn —, moet hij de aanbestedende overheid onmiddellijk verwittigen en haar de toestemming vragen om een beroep te doen op andere onderaannemers.

Die redenering moet ook gelden bij opdrachten voor aanneming van leveringen of diensten.

### 3.2. Tijdelijke verenigingen

#### 3.2.1. Beoordeling van de uitsluitingsgronden en van de eisen inzake draagkracht

Bij de kwalitatieve selectie van tijdelijke verenigingen hebben de aanbestedende overheden in principe twee mogelijkheden : hetzij nagaan of elk lid van de tijdelijke vereniging voldoet aan de gestelde eisen, hetzij nagaan of de tijdelijke vereniging als dusdanig aan de eisen voldoet. Hierbij moet een onderscheid worden gemaakt tussen, enerzijds, de uitsluitingsgronden en, anderzijds, de vereisten inzake de financiële, economische en technische draagkracht.

Bij de individuele evaluatie van de gegadigden moeten de uitsluitingsgronden worden onderzocht voor elk lid dat deel uitmaakt van de tijdelijke vereniging.

Wat daarentegen de eigenlijke selectiecriteria betreft, moeten de niveaus van financiële, economische en technische draagkracht beoordeeld worden in hoofde van de tijdelijke vereniging als geheel, net zoals in het stelsel voor de erkenning van aannemers van werken.

#### 3.2.2. Verenigingsvoorwaarden

— Bij het indienen van de kandidaturen in het kader van een beperkte procedure of van een onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking, is het in principe niet mogelijk te verbieden dat een tijdelijke vereniging wordt opgericht door de gegadigden, behalve buitengewone omstandigheden gewettigd door de bezorgdheid een toereikend concurrentieniveau te handhaven.

— Wat betreft de fase waarin de offerte wordt ingediend, voorziet de regelgeving slechts in één geval met tijdelijke verenigingen : artikel 93, § 2, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 bepaalt dat, indien het bestek het toelaat, de aanbestedende overheid bij een beperkte procedure een offerte mag aanvaarden die ingediend wordt door een tijdelijke vereniging samengesteld uit niet geselecteerde personen, voor zover ten minste één gekozen gegadigde deel uitmaakt van die vereniging. (9) (10)

— Een probleem doet zich voor i.v.m. de gegadigden die beslissen een tijdelijke vereniging op te richten om een offerte in te dienen, meer bepaald als de aanbestedende overheid een maximumaantal gegadigden heeft vastgelegd. Dat aantal bepaalt immers het door de aanbestedende overheid gewenste concurrentieniveau. Men kan zich dus de vraag stellen of de gegadigden de aldus vastgelegde concurrentieregels wel mogen wijzigen door zich te verenigen om een offerte in te dienen.

Om een toereikend concurrentieniveau te handhaven, moet de aanbestedende overheid dus in voorkomend geval in haar bestek een bepaling invoegen die een vereniging van gegadigden verbiedt.

#### 4. Vruchteloze kwalitatieve selectie

De vraag dient te worden gesteld of in bepaalde gevallen gebruik kan worden gemaakt van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking naar aanleiding van een vruchteloze kwalitatieve selectie.

De volgende gevallen kunnen zich immers voordoen :

— bij een openbare procedure : alle inschrijvers verkeren in een uitsluitingstoestand of geen van hen voldoet aan de minimumeisen inzake de financiële, economische en technische draagkracht;

— bij een beperkte procedure of een procedure met voorafgaande bekendmaking : er werd geen kandidatuur ingediend, alle gegadigden verkeren in een uitsluitingstoestand of geen van hen voldoet aan de minimumeisen inzake de financiële, economische en technische draagkracht.

In die gevallen kan geen gebruik worden gemaakt van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking op grond van artikel 17, § 2, 1<sup>o</sup>, d of e, of van artikel 39, § 2, 1<sup>o</sup>, d, van de wet van 24 maart 1993; die bepalingen moeten immers stricto sensu worden genomen en voorzien niet in een geval dat resulteert uit een vruchteloze kwalitatieve selectie.

\* \*  
\*

#### 5. Bijzondere vragen betreffende de beperkte procedures

##### 5.1. Marge

De marge is de mogelijkheid om het aantal gegadigden vast te leggen tussen een minimum en een maximum die vermeld moeten worden in de aankondiging van de opdracht.

Die marge moet enkel bij de beperkte procedures en de onderhandelingsprocedures met voorafgaande bekendmaking vermeld worden. Ze is als dusdanig gewoon een mogelijkheid in hoofde van de aanbestedende overheid.

\* \*  
\*

De margecijfers kunnen dwingend of gewoon indicatief zijn, onverminderd de regel bedoeld in lid 4 van de artikelen 16, 42 en 68 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 (11) waarin sprake is van minimum 5 gegadigden, behalve natuurlijk wanneer het onmogelijk is een toereikend aantal geschikte kandidaturen in te zamelen (12) (vgl. waarin dezelfde teksten uitdrukkelijk voorzien voor de onderhandelingsprocedure). Het hogere aantal van twintig gegadigden vermeld in voormeld lid 4 heeft daarentegen geen dwingend karakter. Het is echter raadzaam dat aantal niet te overschrijden.

Het dwingende of indicatieve karakter van de margecijfers moet vermeld worden in de aankondiging van de opdracht.

Er dient ook te worden opgemerkt dat wanneer, in de klassieke sectoren, bij opdrachten voor aanneming van leveringen en diensten geschat wordt dat de Europese bekendmakingsdrempels bereikt zijn, de modellen van opdracht-aankondiging voor beperkte procedures en onderhandelingsprocedures met voorafgaande bekendmaking minstens de vermelding van het voorziene aantal gegadigden opleggen. De vermelding kan evenwel indicatief zijn.

De aanbestedende overheid moet zich hoe dan ook houden aan de selectieregels die zij in de opdracht-aankondiging heeft vastgelegd.

Indien het hogere cijfer van de marge een dwingend karakter heeft, moeten bijgevolg selectiecriteria worden vastgelegd die streng genoeg zijn om niet verplicht te zijn dat cijfer te overschrijden.

Bij een beperkte procedure is de aanbestedende overheid, zelfs als in de opdracht aankondiging geen marge of maximumaantal gegadigden wordt vermeld, steeds bevoegd om het aantal ondernemingen die verzocht worden een offerte in te dienen, te beperken door een strengere selectie van de gegadigden die voldoen aan de voorgeschreven draagkrachtcriteria. Dergelijk procédé mag de selectie echter niet doen berusten op vereisten die niet evenredig zijn met de kenmerken van de opdracht.

In dit geval doet de aanbestedende overheid er doorzichtigheidshalve goed aan in de opdracht aankondiging te vermelden dat onder de ondernemingen die aan de minimumeisen voldoen alleen de meest geschikte zullen worden gekozen.

\* \*  
\*

Uit bovenstaande overwegingen kan afgeleid worden dat het doorgaans niet opportuun lijkt gebruik te maken van het margestelsel, gelet, enerzijds, op de verplichtingen die de vermelding van een maximumaantal gegadigden in de opdracht aankondiging met zich meebrengt voor de aanbestedende overheid en, anderzijds, op de bevoegdheid die de overheid heeft om dat aantal te beperken. Elke aanbestedende overheid moet hierover beslissen op grond van haar eigen situatie.

#### 5.2. Weging van de criteria

De huidige regelgeving voorziet niet in de weging van de selectiecriteria.

Alhoewel het niet verboden is gebruik te maken van de weging — ze biedt overigens het voordeel van een a priori doorzichtiger procedure — moet echter worden vastgesteld dat ze meer starheid brengt in de selectiefase. Ook in dat opzicht moet elke aanbestedende overheid natuurlijk beslissen op grond van haar eigen situatie.

Wanneer de aanbestedende overheid besloten heeft de weging van de selectiecriteria toe te passen om redenen die haar eigen zijn, moet zij in elk geval de modaliteiten daarvan in de opdracht aankondiging bekendmaken.

#### 5.3. Lijst van de gegadigden

Als een procedure uitmondt op het opmaken van een lijst van gegadigden in de zin van de artikelen 14, § 2, 40, § 2, of 66, § 2, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 (13), is het verboden gegadigden toe te voegen aan de aldus vastgestelde lijst. Die lijst moet immers als definitief worden beschouwd daar de aanbestedende overheid de mogelijkheid niet meer heeft om de inhoud ervan te wijzigen zodra de selectie is doorgevoerd.

De aanbestedende overheid heeft daarentegen steeds de mogelijkheid om geen gebruik te maken van de aldus opgemaakte lijst en voor een bepaalde opdracht een aankondiging te publiceren met het oog op een openbare procedure, een beperkte procedure of een onderhandelingsprocedure, al naar gelang het geval.

## **II. DE UITSLUITINGSGRONDEN**

In de praktijk blijkt dat de aanbestedende overheden steeds vaker van de gegadigden of de inschrijvers een verklaring op erewoord eisen waarin bevestigd wordt dat ze zich niet in een toestand bevinden die aanleiding kan geven tot hun uitsluiting, zoals bepaald in de artikelen 17, 43 en 69 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 (14)

De verklaring op erewoord, die men reeds voor ogen had in de omzendbrief van de Diensten van de Eerste Minister van 10 januari 1998 betreffende de kwalitatieve selectie van de aannemers, leveranciers en dienstverleners, waarvan sprake hierboven (blz 1 en 2), streeft naar vereenvoudiging, zowel voor de gegadigden of de inschrijvers als voor de aanbestedende overheid. Het is een document waarvan het nut vast staat maar dat voorzichtigheid en waakzaamheid vergt van de aanbestedende overheid.

De aanbestedende overheid moet dan ook vóór het gunnen van de opdracht systematisch nagaan of de verklaring op erewoord van de gegadigde of de inschrijver juist is.

In principe moet de aanbestedende overheid nagaan of de verklaring op erewoord van de als eerste en eventueel als tweede gerangschikte inschrijver juist is. Daartoe gebruikt ze gegevens die ter beschikking liggen, zowel bij de indiening van de verklaring als bij de gunning van de opdracht, of andere door de inschrijver overgemaakte documenten, met name een recent erkenningsattest, een registratieattest of het RSZ-atteest.

Veelvuldig gebruikte documenten, zoals RSZ-attesten of erkenningsattesten, aan de hand waarvan de uitsluitingsgronden onderzocht worden, moeten bij de verklaring op erewoord worden gevoegd.

Voor elke opdracht moet uit de met redenen omklede beslissing blijken dat de kandidatuur effectief onderzocht werd met inachtneming van de uitsluitingsgronden. De analyse zal min of meer diepgaand zijn al naar gelang de omstandigheden en het soort opdracht, rekening houdende o.a. met de kennis die de aanbestedende overheid heeft van de werkelijke toestand van de betrokken onderneming.

De verklaring op erewoord moet afgelegd worden door de persoon die ertoe gemachtigd is de onderneming te verbinden krachtens haar statuten en bijgevolg de offerte te ondertekenen.

Een model van verklaring op erewoord gaat bij deze omzendbrief (bijlage 1).

## **III. VEREISTEN INZAKE DE FINANCIËLE EN ECONOMISCHE DRAAGKRACHT**

### **1. Algemene opmerkingen**

De referenties inzake de financiële en economische draagkracht zijn dezelfde als die omschreven in het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten. (15)

De lijst van de referenties inzake de financiële en economische draagkracht, bedoeld in de artikelen 18, 44 en 70 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996, is niet definitief. In de opdracht aankondiging of in de uitnodiging tot indiening van een offerte kan de aanbestedende overheid immers andere bewijsstukken eisen, o.m. de verbintenis tot borgstelling, waarvan sprake hierna. Bovendien kan ze ieder ander document geschikt achten dat de inschrijver of de gegadigde overlegt om zijn financiële en economische draagkracht aan te tonen.

Hierna volgt een reeks specifieke opmerkingen over de referenties waarvan sprake in voormeld koninklijk besluit.



## **2. Bankverklaringen**

Uit de praktijk blijkt dat de bankverklaring zoals ze thans door financiële instellingen wordt opgemaakt doorgaans niet de nodige garanties biedt om de aanbestedende overheid in staat te stellen de financiële en economische draagkracht van de gegadigden of de inschrijvers te evalueren. Bijgevolg is het aangewezen ofwel gebruik te maken van het attest waarvan het model bij deze omzendbrief (bijlage 2) (16) gaat, ofwel rekening te houden met een verbintenis van een borgstellingsmaatschappij of van een financiële instelling om bij de gunning van de opdracht een borgtocht te stellen. (Zie het model van deze verbintenis in bijlage 3) (17). De selectie wordt aldus uitgevoerd door maatschappijen die de financiële toestand van ondernemingen onderzoeken. Rekening houdende met de draagwijdte van een dergelijke verbintenis moet de duur daarvan beperkt blijven in de tijd. Een termijn van drie maanden, zoals bepaald in het tweede model, lijkt redelijk.

De mogelijkheid om andere bewijsstukken over te leggen moet evenwel niet weggeschoven worden als de gegadigde of de inschrijver van plan is de borgtocht te stellen volgens andere modaliteiten, die vastliggen in artikel 5 van de algemene aannemingsvoorwaarden.

## **3. Omzet**

In bepaalde gevallen kan het interessant zijn te weten wat de omzet van de gegadigden of de inschrijvers is, voor zover de vereiste omzet in verhouding staat tot de omvang van de opdracht en in correlatie met andere bewijsstukken gebracht kan worden. De omzet op zich volstaat echter niet om de financiële toestand van een onderneming te evalueren.

## **4. Balansen en jaarrekeningen**

De balansen en jaarrekeningen van een onderneming zijn publieke documenten die de omvang en de financiële toestand van de onderneming weergeven. De aanbestedende overheid moet evenwel over bekwaam personeel beschikken om ze te onderzoeken.

## **5. Bijdragen aan de sociale zekerheid**

Het feit dat een onderneming onderworpen wordt aan een aanzuiveringsplan in het kader van de R.S.Z., kan wijzen op een precaire financiële toestand en bijgevolg wettigen dat haar financiële draagkracht ongunstig beoordeeld wordt door de aanbestedende overheid.

In het geval van een natuurlijke persoon die inschrijft in het kader van opdrachten voor aanneming van diensten, kan de niet-betaling of laattijdige betaling van sociale bijdragen die hij als zelfstandige verschuldigd is, indien ze geen uitsluitingsgrond vormt, een reden zijn om niet geselecteerd te worden, voor zover blijkt dat bedoelde persoon de financiële draagkracht niet heeft om zijn sociale verplichtingen na te komen.

## **6. Waarborg van een moedermaatschappij**

De waarborg die een moedermaatschappij aan een dochtermaatschappij verleent om de financiële en economische draagkracht van laatstgenoemde aan te tonen, moet met omzichtigheid in aanmerking worden genomen. In ieder geval moet de aanbestedende overheid nagaan of de moedermaatschappij zich werkelijk heeft verbonden, in welke maat en hoelang. Hierbij kan de oprichting van een tijdelijke vereniging tussen de moeder- en de dochtermaatschappij een betrouwbare waarborg vormen.

# **IV. VEREISTEN INZAKE TECHNISCHE BEKWAAMHEID**

## **1. Algemene opmerkingen**

Men overweegt het relevante karakter van de referenties inzake technische bekwaamheid in de regelgeving op te nemen naar gelang van het soort opdracht (werken, leveringen, diensten) (18).

Anderzijds is de lijst van de referenties limitatief, zowel bij opdrachten voor aanneming van werken als bij opdrachten voor aanneming van leveringen, terwijl uit artikel 71 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 blijkt dat de lijst niet limitatief is bij opdrachten voor aanneming van diensten.

Deze vaststelling betekent echter niet dat de aanbestedende overheid om het even welke eis kan stellen bij opdrachten voor aanneming van diensten : de referenties moeten betrekking hebben op de vakkundigheid, de doeltreffendheid, de ervaring en de betrouwbaarheid van de gegadigde of de inschrijver. De aanbestedende overheid kan bijgevolg de overlegging eisen van documenten die niet op de lijst staan, mits ze in rechtstreeks verband staan met de doelstellingen van de kwalitatieve selectie.

De aanbestedende overheid zal de strengheid van de eisen evalueren naar gelang van de concurrentiegraad in de activiteitensector.

Bovendien zal de aanbestedende overheid het soort en het aantal over te leggen referenties alsmede de desbetreffende minimumbedragen trachten te bepalen met inachtneming van de kenmerken en de omvang van de opdracht.

Er dient nog gewezen te worden op het feit dat de technische bekwaamheid van de ondernemingen ruimer en directer te vatten is aan de hand van bepaalde referenties.

Dit geldt meer bepaald voor de lijst van de dienstverstrekkings, die een goede indicator kan zijn, zowel voor de omzet en de werktuigen als voor het personeel van een onderneming.

## **2. Specifieke toelichting**

### **2.1. Opdracht voor aanneming van werken (artikel 19 en volgende van het koninklijk besluit van 8 januari 1996)**

#### **2.1.1. Gemeenschappelijke voorschriften voor de verschillende procedures**

Om het werk van de ondernemingen niet onnodig te verzwaren, is het bij de keuze van de referenties aangewezen overlapping te vermijden tussen de eisen voorzien in de regelgeving betreffende de erkenning van de aannemers van werken en de gestelde bekwaamheidseisen. Dit geldt in het bijzonder voor de referenties waarvan sprake onder punt 1° (studiekwalificaties) en punt 4° (gemiddelde jaarlijkse personeelsbezetting en omvang van het kaderpersoneel van de onderneming) van artikel 19 van het koninklijk besluit.

#### **2.1.2. Openbare procedures**

Zoals blijkt uit artikel 16, eerste lid, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996, kan de aanbestedende overheid, onverminderd de toepassing van de uitsluitingsgronden, achten dat de financiële, economische en technische minimumeisen waaraan moet worden voldaan krachtens de wetgeving betreffende de erkenning van de aannemers van werken, volstaan.

Als dat niet het geval is, kunnen de volgende elementen in aanmerking worden genomen bij de keuze van de criteria die bij openbare procedures toegepast moeten worden.

— Lijst van de uitgevoerde werken

Artikel 19, 2°, van het koninklijk besluit heeft betrekking op de lijst van de werken uitgevoerd tijdens de laatste vijf jaar, al naar gelang het geval gestaafd met een getuigschrift van goede uitvoering waarvan de inhoud in voormeld artikel wordt omschreven. Een model van getuigschrift gaat bij deze omzendbrief (bijlage 4). Daar artikel 16, eerste lid, voorziet in de financiële, economische en technische minimumeisen, kan de aanbestedende overheid hogere eisen stellen en een kortere referentieperiode opleggen dan die bedoeld in artikel 19, 2°.

Het gebruik van de referenties voor uitgevoerde werken wordt aanbevolen zodra de opdracht de Europese bekendmakingsdrempel bereikt. Anders wordt het gebruik van de referenties slechts gewettigd door het specifieke karakter van de opdracht : aanwending van bijzondere technieken en materialen, werken die een hoog percentage vertegenwoordigen dat evenwel lager is dan voor werken ingedeeld in de categorie of subcategorie van erkenning waarin het bestek (19) voorziet.

— Werktuigen, materieel en technische uitrusting

Artikel 19, 3°, van het koninklijk besluit heeft betrekking op een verklaring betreffende de werktuigen, het materieel en de technische uitrusting waarover de aannemer zal beschikken voor de uitvoering van het werk.

Aangezien de wetgeving betreffende de erkenning van aannemers van werken geen rekening houdt met bovenvermelde elementen, kan daaromtrent een eis worden gesteld wanneer de opdracht specifieke kenmerken vertoont die wettigen dat de selectie berust op de beschikbaarheid van een bepaald werktuig, een bepaald materieel of een bepaalde technische uitrusting.

— Technici of technische diensten

Krachtens artikel 19, 5°, van bovenvermeld koninklijk besluit kan de aanbestedende overheid een verklaring eisen betreffende de technici of de technische diensten die, al dan niet deel uitmakend van de onderneming, ter beschikking zullen staan van de aannemer voor de uitvoering van het werk.

Wanneer de betrokken personen of diensten niet tot de onderneming behoren, gaat het doorgaans om onderaannemers. Hierbij dient verwezen te worden naar punt I, 3.1, van deze omzendbrief.

2.1.3. Beperkte procedures en onderhandelingsprocedures met voorafgaande bekendmaking

— Bij deze procedures volstaat de erkenning van de aannemers niet voor een doelmatige kwantitatieve selectie. De technische capaciteit van de ondernemingen moet dus beoordeeld worden op grond van bijkomende voorschriften.

Onderstaande elementen kunnen aldus in aanmerking worden genomen bij de beperkte procedures en de onderhandelingsprocedures met voorafgaande bekendmaking, zonder evenwel de inzake erkenning gestelde eisen te overlappen.

— Lijst van de uitgevoerde werken

Voor beperkte procedures kunnen de referenties die op de uitgevoerde werken slaan doorgaans vereist worden, ongeacht of de opdracht al dan niet de Europese bekendmakingsdrempel bereikt.

Artikel 19, 2°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreft de lijst van de werken uitgevoerd in de loop van de laatste vijf jaar.

Door te achten dat artikel 16, tweede lid, van hetzelfde besluit voorziet in de minimumeisen waaraan inzake technische capaciteit moet worden voldaan, kan de aanbestedende macht zich veeleisender tonen en een kortere referentieperiode opleggen dan die bedoeld in voormeld artikel 19, 2°. Dergelijke beperking moet evenwel slechts toegepast worden voor zover de kenmerken van de opdracht het vereisen, bijvoorbeeld wanneer gebruik moet worden gemaakt van spits technologie of bijzondere materialen of nieuw materieel.

— Werktuigen, materieel en technische uitrusting

Artikel 19, 3°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 slaat op een verklaring betreffende de werktuigen, het materieel en de technische uitrusting waarover de aannemer zal beschikken voor de uitvoering van het werk.

Aangezien de wetgeving betreffende de erkenning van aannemers van werken geen rekening houdt met bovenvermelde elementen, kan een eis daaromtrent worden gesteld wanneer de opdracht kenmerken vertoont die wettigen dat de selectie berust op de beschikbaarheid van een bepaald werktuig, een bepaald materieel of een bepaalde technische uitrusting.

— Technici of technische diensten

Krachtens artikel 19, 5°, van bovenvermeld koninklijk besluit kan de aanbestedende overheid een verklaring eisen betreffende de technici of de technische diensten die al dan niet deel uitmakend van de onderneming ter beschikking zullen staan van de aannemer voor de uitvoering van het werk.

Wanneer de betrokken personen of diensten niet tot de onderneming behoren, gaat het over het algemeen om onderaannemers. In dat opzicht dient verwezen te worden naar punt I, 3.1, van deze omzendbrief.

2.2. Opdrachten voor aanneming van leveringen (artikel 45 en volgende van het koninklijk besluit van 8 januari 1996)

Bij opdrachten voor aanneming van leveringen blijkt dat drie referenties doorgaans relevanter zijn dan de andere om de technische bekwaamheid van de leveranciers te beoordelen : de lijst van de voornaamste leveringen (artikel 45, 1°), de technici of de technische diensten (artikel 45, 3°) en de monsters (artikel 45, 4°).

— Lijst van de voornaamste leveringen

Wanneer de aangevraagde referenties betrekking hebben op de omvang van de leveringen en rechtstreeks verband houden met het doel van de opdracht, kan de aanbestedende overheid daaruit normaal afleiden dat de gegadigde of de inschrijver over de nodige arbeidskrachten en technische middelen beschikt om de opdracht uit te voeren.

Wanneer de opdracht evenwel betrekking heeft op gespecialiseerde leveringen is het bovendien aangewezen precies te weten over welke middelen de onderneming zal beschikken om de opdracht uit te voeren.

Artikel 45, 1°, van het koninklijk besluit voorziet in de mogelijkheid om de lijst van de voornaamste gelijkaardige leveringen te eisen die verricht werden in de loop van de laatste drie jaar na het indienen van de kandidatuur. In artikel 42 van hetzelfde besluit wordt op de minimumeisen gewezen. De aanbestedende overheid kan zich veeleisender tonen en haar beoordeling op een kortere referentieperiode doen slaan, bijvoorbeeld voor leveringen in een sector waar de technieken snel evolueren.

— Technici of technische diensten

Krachtens artikel 45, 3°, van bovenvermeld koninklijk besluit kan de aanbestedende overheid een verklaring eisen betreffende de technici of de technische diensten die al dan niet deel uitmaken van de onderneming, meer bepaald degenen die met de kwaliteitscontrole belast zijn.

Ook al betreft die bepaling in het bijzonder de technici belast met de kwaliteitscontrole, ze is ook van toepassing op personen die als onderaannemers tussenkomen in de vervaardiging van de producten.

Wanneer de betrokken personen of diensten niet tot de onderneming behoren, gaat het doorgaans om onderaannemers. In dat opzicht dient verwezen te worden naar punt I, 3.1, van deze omzendbrief.

— Monsters

Er moet een onderscheid gemaakt worden tussen het monster waarvan sprake in artikel 45, 4°, van bovenvermeld koninklijk besluit en het prototype bedoeld in artikel 90, § 2, van hetzelfde besluit : artikel 45 betreft immers producten die bij vroegere opdrachten werden vervaardigd of geleverd, of producten van gewone makelij. De voorstelling van een prototype kan als zodanig geen criterium van kwalitatieve selectie zijn.

— Attesten voor de conformiteit van de producten

De certificaten bedoeld in artikel 45, 5°, van bovenvermeld koninklijk besluit zijn documenten met de Europese normen EN ISO 9000 maar ook certificaten zoals kwaliteitsmerken met betrekking tot de vervaardiging.

De aanwending van de Europese ISO normen kan ook overwogen worden in het kader van artikel 45, 3° en 6°, van het koninklijk besluit bij kwaliteitscontroles die door technici of technische diensten worden verricht.

2.2. Opdrachten voor aanneming van diensten (artikel 71 en volgende van het koninklijk besluit van 8 januari 1996)

Bij opdrachten voor aanneming van diensten blijkt dat de vier volgende referenties doorgaans relevanter zijn dan de andere om de technische bekwaamheid van de dienstverleners te beoordelen.

— Studie- en beroepskwalificaties (art. 71, 1°)

Deze referenties zijn bijzonder relevant en zelfs onontbeerlijk bij opdrachten voor aanneming van diensten i.v.m. intellectuele dienstverleningen.

— Lijst van de voornaamste uitgevoerde diensten (art. 71, 2°)

De technische bekwaamheid van de dienstverlener kan aangetoond worden op grond van de lijst van de voornaamste diensten uitgevoerd tijdens de laatste drie jaar, met vermelding van het bedrag, de datum en de publiek- of privaatrechtelijke instanties waarvoor zij bestemd waren.

Er dient vooral te worden opgemerkt dat de aanbestedende overheid, zoals daarop reeds werd gewezen voor opdrachten voor aanneming van werken en leveringen, veeleisender kan zijn en een kortere referentieperiode kan opleggen voor zover de kenmerken van de opdracht dat rechtvaardigen.

Anderzijds is er, net zo min als voor de andere categorieën opdrachten, reden om de referenties voor aan de overheid verstrekte diensten te bevoorrechten ten aanzien van de referenties voor aan privaatrechtelijke personen verstrekte diensten. In bepaalde gevallen lijkt het evenwel aangewezen, rekening houdende met het specifieke karakter van de gevraagde dienstverleningen (bijvoorbeeld : voorbereiding van bestekken voor overheidsopdrachten, ...) de voorkeur te geven aan de referenties of de ervaring voor diensten die aan de overheid worden verstrekt.

— Technici of technische diensten (artikel 71, 3° en 8°)

Krachtens artikel 71, 3°, van het koninklijk besluit kan de aanbestedende overheid een verklaring eisen betreffende de technici of de technische diensten die al dan niet deel uitmaken van de onderneming, meer bepaald degenen die met de kwaliteitscontrole belast zijn.

Ook al betreft die bepaling in het bijzonder de technici belast met de kwaliteitscontrole, ze is ook van toepassing op personen die als onderaannemers tussenkomen in de vervaardiging van de producten.

Wanneer de betrokken personen of diensten niet tot de onderneming behoren, gaat het doorgaans om onderaannemers. In dat opzicht dient verwezen te worden naar punt I, 3.1, van deze omzendbrief.

Bij de meeste opdrachten voor aanneming van diensten betreffende intellectuele dienstverleningen (vaak met een intuiti personae karakter) is het hoe dan ook verkieslijk de voorwaarden nauwkeurig te bepalen waaronder tot onderaanneming kan worden overgegaan.

— Getroffen maatregelen om de kwaliteit te waarborgen (artikel 71, 6°)

Deze bepaling verwijst naar kwaliteitsbewakingsregelingen die op de Europese normenreeks ISO 9000 berusten en in artikel 73 van het koninklijk besluit vermeld worden.

## V. NIEUWE ONDERNEMINGEN

De kwalitatieve selectie, die logischerwijs steunt op elementen die bij het opstarten van de procedure bestaan en op de ervaring die ondernemingen over een vrij lange periode opdoen, is werkelijk een probleem voor jonge ondernemingen die zich voor concurrentie openstellen, zoals bijvoorbeeld in de sector van de nieuwe technologieën. De toegang tot de overheidsopdrachten wordt hen onzeker gemaakt.

De aanbestedende overheid, die de kandidatuur van zulke ondernemingen in aanmerking wenst te nemen, moet dan ook voorzien in relevante criteria in haar opdracht aankondiging en rekening houden met de volgende aanwijzingen.

Voor de financiële en economische draagkracht kunnen krachtens de desbetreffende bepalingen van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 andere referenties worden geëist dan de balansen, jaarrekeningen of omzetcijfers bedoeld in de artikelen 18 (werken), 44 (leveringen) en 70 (diensten). Dit geldt meer bepaald voor de bankverklaring of de verbintenis tot borgstelling, waarvan sprake hierboven.

Om de technische bekwaamheid te beoordelen is het aangewezen andere relevante referentie(s) dan de verstrekte dienst(en) te kiezen uit de lijst vermeld in de artikelen 19 (werken), 45 (leveringen) en 71 (diensten), met name de studie- en beroepskwalificaties, de ervaring van het kaderpersoneel en de technische diensten of de werktuigen, het materieel of de technische uitrusting waarover de onderneming zal beschikken voor de uitvoering van de opdracht.

Namen, 21 mei 2001.

## BIJLAGEN : MODELDOCUMENTEN

## Bijlage 1

## MODELVERKLARING OP EREWOORD

I. Identificatie van de aanbestedende overheid

II. Identificatie van de opdracht

O Ondergetekende (naam, voornaam) :

Hoedanigheid of beroep :

Nationaliteit :

Woonachtig te :

(land, plaats, straat, nr.)

of

O De onderneming

(handelsnaam of benaming, rechtsvorm, nationaliteit, maatschappelijke zetel)

vertegenwoordigd door ondergetekende(n) :

of

O Ondergetekenden :

(voor elk van hen dezelfde gegevens vermelden als hierboven)

in tijdelijke vereniging voor deze opdracht,

verklaart/verklaren op erewoord dat hij/ze zich niet in een toestand bevindt/bevinden zoals vermeld in de uitsluitingsgronden bedoeld in artikel 17 of 43 of 69 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 (\*) en verbindt/verbinden zich ertoe de nodige documenten en bewijsstukken op verzoek van de aanbestedende overheid over te leggen.

Opgemaakt te ..... op .....

Handtekening

Nota

(\*) of de artikelen 17, 39 of 60 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996, al naar gelang de aard van de opdracht.

## Bijlage 2

## MODEL VAN BANKVERKLARING

Betreft :

Overheidsopdracht (identificatie van de opdracht) .....  
Hierbij bevestigen wij dat ..... (handelsnaam en  
maatschappelijke zetel van de onderneming) onze klant is sinds .....  
.....

Financiële band bank-klant

Onze financiële band met ..... (handelsnaam van de  
onderneming), heeft ons tot nog toe ..... (datum) tot volle tevredenheid gestemd.

Op grond van de gegevens waarover onze bank thans beschikt, hebben wij geen negatief element hoeven vast  
te stellen en heeft ..... (handelsnaam van de onderneming)  
momenteel de financiële draagkracht om de diensten te verstrekken waarvoor bovenvermelde onder-  
neming zich kandidaat wenst te stellen.

..... (handelsnaam van  
de onderneming) geniet ons volle vertrouwen.

Onze bank stelt thans volgende kredietlijnen ter beschikking van die onderneming (slechts met de voorafgaande  
geschreven toestemming van de klant vermelden);

en/of

Onze bank is bereid eventuele kredietaanvragen of een aanvraag om borgstelling te onderzoeken met het oog op de  
uitvoering van de opdracht door ..... (handelsnaam van de onderneming).

Dit document wordt afgeleverd zonder enige beperking of voorbehoud onzerzijds

.

Opgemaakt te ....., op .....

Handtekening

## Bijlage 3

## MODELATTEST VOOR DE VERBINTENIS TOT BORGSTELLING

De maatschappij (handelsnaam en maatschappelijke zetel van de borgstellingsmaatschappij) .....  
.....  
behoorlijk vertegenwoordigd door .....

Verbindt zich ertoe :

— indien de onderneming (handelsnaam en maatschappelijke zetel van de onderneming) als aannemer wordt aangewezen voor de opdracht

.....  
.....  
.....

— een borgtocht te stellen ten belope van 5 % van het bedrag van de opdracht ten gunste van (naam en adres van de aanbestedende overheid) .....

.....

Dit attest geldt drie maanden vanaf .....

.....

maar houdt op van kracht te zijn indien de onderneming (handelsnaam van de onderneming) .....

.....

niet als aannemer wordt aangewezen voor de opdracht.

Opgemaakt te ....., op.....

Handtekening

## Bijlage 4

MODELGETUIGSCHRIFT VAN GOEDE UITVOERING  
VAN EEN OPDRACHT VOOR AANNEMING VAN WERKEN \*

Ondergetekenden

(handelsnaam en adres van de aanbestedende overheid of van de bouwheer) bevestigen dat de .....

.....  
(handelsnaam en maatschappelijke zetel van de onderneming)

tot onze volle tevredenheid de volgende werken heeft uitgevoerd .....

..... (beschrijving van het werk, tijdstip en plaats van uitvoering en bedrag) (\*).

Bovenvermelde werken werden volgens de regels van de kunst uitgevoerd en op regelmatige wijze tot een goed einde gebracht.

Voor juist en echt verklaard,

Opgemaakt te ....., op .....

Handtekening

(\* Aangeven of de werken in tijdelijke vereniging werden uitgevoerd.

## Nota's

- (1) Die Commissie werd ingesteld bij besluit van de Waalse Regering van 16/07/1998.
- (2) Het koninklijk besluit van 25 maart 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken (*Belgisch Staatsblad* 09/04/1999) en het koninklijk besluit van 25 maart 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie (*Belgisch Staatsblad* 28/04/1999).
- (3) De kwalitatieve selectie is echter niet van toepassing op opdrachten gegund op grond van een aangenomen gewone factuur, aangezien de procedure m.b.t. de gunning van de opdracht niet geformaliseerd wordt.
- (4) Dit probleem wordt niet behandeld in het koninklijk besluit van 10 januari 1996.
- (5) Voor de bijzondere sectoren gaat het om artikel 123 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996.
- (6) Het koninklijk besluit van 10 januari 1996 voorziet niet in dergelijke matiging.
- (7) Zie arrest nr. 62.545 van 14 oktober 1996, N.V. Etablissements DRUART, "L'Entreprise et le Droit", 1997, blz. 84 en volg.; "Administration publique mensuel", 1996, blz. 152 en 153.
- (8) Voor de bijzondere sectoren gaat het om artikel 78, § 1, 3°, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996.
- (9) Voor de bijzondere sectoren gaat het om artikel 81, § 2, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996.
- (10) Gelijkaardige regels zijn van toepassing op de onderhandelingsprocedures met voorafgaande bekendmaking, overeenkomstig artikel 122, derde lid, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 en artikel 110, tweede lid, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996.
- (11) Die bepalingen komen niet voor in het koninklijk besluit van 10 januari 1996.
- (12) Een geschikte kandidatuur is een kandidatuur die ontvankelijk is en die voldoet aan de selectievereisten van de aanbestedende overheid.
- (13) Voor de bijzondere sectoren gaat het om artikelen 13, § 3, 35, § 3, of 56, § 3, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996.
- (14) Voor specifieke sectoren gaat het om de artikelen 17, 39 en 60 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996.
- (15) Voor specifieke sectoren voorziet de regelgeving niet in een specifiek stelsel.
- (16) In de opdrachtaankondiging moet aangegeven worden dat er een model bestaat dat in acht moet worden genomen en dienen de modaliteiten bepaald te worden om dit model te verkrijgen.
- (17) In de opdrachtaankondiging moet worden aangegeven dat er een model bestaat dat in acht moet worden genomen. In deze aankondiging dienen ook de modaliteiten bepaald te worden om dit model te verkrijgen.
- (18) Voor de bijzondere sectoren wordt in geen specifiek stelsel voorzien in de regelgeving.
- (19) Wanneer de opdracht, overeenkomstig artikel 5, § 7, van het koninklijk besluit van 26 september 1991 tot vaststelling van bepaalde toepassingsmaatregelen van de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van de aannemers van werken, werken omvat die in verschillende categorieën en subcategorieën onderverdeeld zijn.